



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2018-10-16 / 2018-10-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 16 octobre.

Beni : le conseil urbain de la jeunesse plaide pour le renforcement des forces de la Monusco. «La Monusco doit être plus efficace dans l'offensive contre les ADF. La FIB [Brigade d'intervention] doit toujours être la première à attaquer l'ennemi. Parce que vous vous souvenez que nous entendons toujours que l'ennemi a été le premier à attaquer nos forces. Nous avons aussi recommandé à la Monusco de renforcer son système de renseignement par ce que ce sont nos forces qu'on attaque chaque fois, c'est pour dire qu'il y a des faiblesses au niveau des renseignements », a indiqué Delphin Musavuli, vice-président de cette structure. Le conseil urbain de la jeunesse de Beni appelle surtout au renforcement de la présence des casques bleus dans la commune de Rwenzori, cible d'attaques récurrentes des présumés ADF. Cet échange avec les jeunes s'inscrit dans le cadre des rencontres entreprises par la Monusco/Beni depuis quelques jours avec ses partenaires locaux pour échanger, mais surtout les écouter. C'est pour tenter de trouver des solutions à la situation qui prévaut dans la ville et le territoire de Beni.

Sud-Kivu : recrudescence de l'insécurité à Uvira et dans la plaine de la Ruzizi. Le réseau local de protection des civils, une structure de la société civile, dénonce la recrudescence de l'insécurité dans la cité d'Uvira, dans la plaine de la Ruzizi et dans les moyens plateaux de Lemera. Des cas de braquages, cambriolages, enlèvements et tueries sont perpétrés dans cette région par des hommes armés. Le coordonnateur de cette structure de la société civile, Yves Ramazani wa Ramazani a appelé lundi 15 octobre les forces de l'ordre et de la défense à renforcer les mesures de sécurité. Le commandement du secteur opérationnel Sokola 2 des Forces armées de la RDC à Uvira souligne que la collaboration entre les forces de l'ordre et de la défense et les civils est primordiale pour éradiquer l'insécurité.

Reprise de la perception du péage au Nord-Ubangi. La perception du péage a repris sur les routes du Nord-Ubangi. A la demande du gouvernement provincial, l'assemblée provinciale est revenue sur son édit supprimant le péage. Les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Nord-Ubangi se réjouissent de cette annonce. Mais pas « l'Association des jeunes » qui a dénoncé lundi 15 octobre le retour des tracasseries aux points de perception du péage. C'est après avoir constaté la forte dégradation des routes de la province que l'assemblée provinciale a accepté la demande du gouvernement provincial d'autoriser à nouveau la perception du péage. Fila Bangato, président d'une structure locale des jeunes, redoute des tracasseries aux points de perception du péage. Il suspecte les membres de l'assemblée et de l'exécutif provincial de vouloir utiliser les recettes du péage pour financer leur campagne électorale aux élections législatives qui arrivent.

La route de l'aéroport de Bukavu coupée après la pluie. La route principale qui mène vers l'aéroport de Kavumu à Bukavu est coupée en deux depuis nuit de lundi à mardi 16 octobre, à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue lundi sur cette ville du Sud-Kivu. La route nationale, qui relie la ville de Bukavu à l'aéroport de Kavumu, est coupée au niveau de

l'Hôpital provincial de référence. A cet endroit, une tête d'érosion sort du petit marché de Beach Muhanzi et se dirige vers l'hôpital général. Les travaux de réhabilitation de cette voie sont en cours depuis quelques mois et se concentrent en cet endroit depuis quelques jours. Les buses ont été placées pour permettre le passage des eaux en direction du Lac Kivu. La forte pluie du lundi après-midi est venue renforcer la progression de l'érosion. Tard dans la nuit, un camion a raté le passage et s'est embourbé sur ce lieu. D'autres routes de l'intérieur de la province se trouvent dans un même état de délabrement. Territoire de Kalehe, sur la RN2 qui relie Bukavu à Goma, plus de 44Km de route sont totalement impraticables. De la place Tshibimbi, à Nyamasasa passant par chez les Français et la rivière Ndingi, cet axe est totalement endommagé.

Goma : la Monusco remet une salle d'audience aux autorités judiciaires. La Monusco a remis lundi 15 octobre aux juridictions militaires de Goma (Nord-Kivu) une salle d'audience, dont elle avait financé la construction à hauteur de 120 000 dollars américains. La nouvelle salle d'audience, peinte en jaune, est bâtie sur une superficie de 24 mètres de longueur sur 14 mètres de largeur. Elle va abriter les audiences de juridictions militaires de la province. Pour le chef de bureau intérimaire de la Monusco, Patrick Spinnoy, cette salle d'audience devra servir à organiser les « procès les plus palpitants », notamment ceux impliquant les chefs des milices.

Parc de Kundelungu : un présumé braconnier aux arrêts. Un présumé braconnier, arrêté dimanche dernier par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) au parc de Kundelungu à 38 km de Bunkeya (Haut-Katanga), a été acheminé lundi 15 octobre au parquet de Lubumbashi par les agents de l'ICCN. Au moment de son arrestation, le présumé braconnier était muni d'un fusil de calibre 12, de neuf cartouches et avait également un véhicule de la société de surveillance minière. La semaine dernière, deux gardes des parcs de Kundelungu et Upemba, accusés de complicité dans le braconnage, sont tombés dans les filets de certains de leurs collègues de l'ICCN.

Beni : des leaders religieux favorables aux patrouilles mixtes FARDC-MONUSCO. Le consortium des leaders interreligieux de Beni recommande des patrouilles mixtes FarDC-Monusco aux alentours et à l'intérieur de la ville de Beni pour protéger les populations contre les attaques des présumés ADF. Les responsables des confessions religieuses de Beni ont exprimé ce souhait ce mardi 16 octobre au cours d'une rencontre avec les responsables de la Monusco : « La population de Beni vit la peur au ventre chaque jour et nous voulons que la sécurité soit rétablie. Nous avons même demandé une enquête internationale pour qu'on sache réellement qui tue à Beni. », a rapporté le bishop Janvier Baraka, président de ce consortium.

Leila Zerrougui : “Je n'ai ni un mandat ni l'intention de me mêler d'une décision sur le processus électoral”. “Moi je travaille sur un agenda très clair. Le président de la République a été très clair avec le Conseil de sécurité : les élections auront lieu le 23 décembre. C'est dans ce contexte que je m'inscris et j'essaie d'aider les différentes parties à lever les divergences. Il ne suffit pas d'aller aux élections. C'est d'aller aux élections apaisées, des élections où chacun se reconnaît [...] Ce que nous voulons, c'est de permettre à la RDC d'avancer dans ce processus, d'aller vers plus de stabilité, de se concentrer sur son développement”, a souligné Mme Zerrougui. Les autorités congolaises ont pourtant officiellement renoncé à l'appui logistique de la MONUSCO et au financement des élections par ses partenaires extérieurs. La Monusco reste tout de même prête pour agir. « Je me prépare pour le cas où on a besoin de l'appui logistique. Nous avons pris ce risque financier. Si on nous dit à temps qu'on a besoin de l'appui dans le déploiement du matériel, nous sommes prêts à le faire », a précisé Mme Zerrougui chargée de mettre en œuvre le mandat de la Monusco qui prévoit un appui logistique aux élections. Mais qu'arrivera-t-il le 23 décembre 2018 s'il n'y a pas d'élections en RDC ? « Si le 23 décembre il n'y a pas d'élection, j'espère que les parties prenantes se seraient déjà entendues sur le pourquoi et ce qu'il faut faire à la place. C'est ça le plus important. C'est pourquoi il faut que les gens se parlent, se mettent d'accord, se disent un minimum de vérité. Et qu'ils avancent », dit Mme Zerrougui.

Assemblée nationale : le budget 2019 pas examiné, deux semaines après son dépôt. Près de deux semaines après le dépôt du budget 2019 par le Premier ministre Bruno Tshibala, le bureau de l'Assemblée nationale, n'a toujours pas programmé son examen, dénonce le député Toussaint Alonga. Et pourtant, la loi accorde 40 jours à l'Assemblée nationale et 20 jours au Sénat pour examiner et voter le budget. Cependant il ne reste qu'environ un mois pour que cette session budgétaire se clôture. Le Parlement pourra-t-il examiner ce texte dans les 30 jours alors que le projet de loi portant reddition des comptes 2017 n'est même pas encore voté.

Lutte contre Ebola en RDC : la MONUSCO apporte un appui logistique et sécuritaire. « Avec une riposte contre Ebola, il est très important d'avoir une réponse rapide et cela exige aussi une logistique rapide et notre ‘avantage comparatif’, ici en RDC, c'est notre dispositif logistique. Nous avons beaucoup d'avions, d'hélicoptères, et d'autres moyens très robustes », a expliqué le Représentant adjoint de l'ONU dans le pays, David Gressly, lors d'un entretien avec ONU Info. « Le 2 août, le Ministre de la santé congolais et moi-même avons voyagé ensemble au centre de l'épidémie,

transportant des laboratoires et des équipes d'épidémiologistes qui sont restés à Mangina, qui était l'épicentre de cette épidémie », a précisé le numéro deux de la MONUSCO, la Mission des Nations Unies dans le pays. « Nous avons également envoyé une quarantaine de voitures adaptées aux conditions de la région, y compris aux conditions sécuritaires qui posent un problème majeur », a ajouté M. Gressly. La MONUSCO a également établi un centre opérationnel d'urgence à Beni même pour faciliter la riposte, ainsi que des camps pour mener à bien les efforts de vaccination et de traitement des cas suspects. Face à l'insécurité dans la région, où opèrent des groupes armés tels que les ADF, les militaires et les policiers de la Mission onusienne se retrouvent à escorter le personnel de la riposte, à sécuriser des zones ou à transporter le personnel par hélicoptère pour lui permettre d'accéder à certaines zones affectées.

Ebola en RDC : l'OMS convoque un Comité d'urgence du Règlement sanitaire international. Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a convoqué un Comité d'urgence du Règlement sanitaire international concernant la flambée de maladie à virus Ebola au Nord-Est de la RDC. Le Comité se réunira ce mercredi 17 octobre à Genève pour déterminer si cette flambée constitue une urgence de santé publique de portée internationale et quelles recommandations devraient être formulées pour gérer cette épidémie. A noter que l'OMS avait, le 28 septembre dernier, relevé d'un cran le risque de propagation de l'épidémie d'Ebola en RDC, le jugeant désormais « très élevé » au niveau national et régional.

Mercredi 17 octobre.

Ituri : un militaire tue 4 personnes à Masumbuko et Saliboko. Un militaire a tué quatre personnes mardi 16 octobre aux villages Masumbuko et Saliboko en chefferie de Walendu Tatsi, dans le territoire de Djugu. Tout est parti d'une altercation entre ce militaire et un groupe d'habitants dans un village situé à 1 km de Masumbuko en collectivité de Walendu Tatsi. Le militaire a alors tiré à bout portant sur les personnes avec qui il était en dispute. Une personne est morte sur le champ et une autre a succombé de ses blessures quelques heures plus tard. Le présumé assassin a pris la fuite vers la localité voisine de Saliboko. Chemin faisant, il a rencontré un autre groupe d'habitants qui voulait l'arrêter. Il a tiré à bout portant sur eux. Deux jeunes ont été tués sur place. Cette situation a « suscité une vive tension dans la zone ».

Beni : les enseignants refusent de suspendre la grève. Les enseignants de Beni au Nord-Kivu réunis au sein des syndicats Syeco et Synecat refusent de lever leur grève illimitée, déclenchée la semaine dernière pour protester contre l'insécurité dans la région. Ils ont pris cette décision malgré les négociations initiées lundi 15 octobre par le maire de la ville de Beni. Certains parents craignent déjà une année blanche. Pour l'instant toutes les écoles de la ville et du territoire de Beni sont fermées à la suite de ce mouvement de grève.

Kinshasa proteste contre les expulsions des Congolais d'Angola. Le gouvernement congolais condamne les violations des droits humains et les pertes en vies humaines provoqués lors de l'expulsion des Congolais d'Angola. Ces expulsions se sont opérées « au mépris des accords existant en la matière. Notamment, la Convention sur l'établissement et la circulation des personnes et des biens, signée à Luanda le 3 décembre 1999 », a dénoncé mardi 16 octobre le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, dans un communiqué à l'issue du Conseil des ministres présidé à Kinshasa par le chef de l'Etat. Au sujet de ces expulsions, la RDC dit déplorer particulièrement le non-respect du principe de l'information préalable.

Tanganyika : vie difficile pour les déplacés après leur retour à Tumbwe-Koki. La Monusco, accompagnée d'un délégué de l'Organisation internationale des Migrations (OIM), poursuit sa tournée d'évaluation sécuritaire à Tumbwe-Koki (Tanganyika), les zones longtemps troublées par les conflits intercommunautaires. Quatre cent cinquante ménages vivent à Tumbwe-Koki. Il s'agit pour la plupart des personnes qui sont rentrées chez elles. Mais, l'on trouve également des déplacés qui ont été évacués de sites autour de Kalemie. Il a tout de même reconnu que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée dans la zone. Les besoins de la population de Tumbwe-Koki portent sur la scolarisation des enfants, l'alimentation et un centre de santé.

Lubero : sensibilisation de groupes armés pour leur reddition. L'administrateur assistant du territoire de Lubero (Nord-Kivu), Kambale Katiiri Faustin, sensibilise depuis une semaine au moins cinq groupes armés actifs dans les chefferies des Batangi et Bamate pour qu'ils se rendent. Il s'agit de NDC/Rénové, Maï-Maï FPP de Kabidon, Azembe de Kitete, des Maï-Maï Léopard et ceux de Charles Kakule. « S'il y a ceux qui ne se rendent pas, il y a l'armée qui est déjà prête pour traquer tous les groupes armés actifs au sud de Lubero. Nous, nous voulons pacifier notre territoire », a-t-il annoncé.

La RDC signe un accord de développement pour le futur barrage Inga III. La RDC a annoncé, mardi 16 octobre, la signature d'un « accord de développement exclusif » avec deux entreprises chinoise et espagnole pour tenter de financer son

projet de barrage hydroélectrique Inga III, sur le fleuve Congo, d'une capacité de 11 000 mégawatts. Pour ce projet de longue date d'un coût estimé à 14 milliards de dollars (12 milliards d'euros), l'accord a été signé entre la RDC et les groupements d'entreprises Chine Inga 3 et ProInga, selon un communiqué de la présidence congolaise. Chine Inga 3 est emmené par Three Gorges Corporation (gestionnaire du gigantesque barrage des Trois-Gorges en Chine), et ProInga par Cobra Instalaciones y Servicios, filiale du groupe de BTP espagnol ACS, dirigé par Florentino Perez, également connu comme président du Real Madrid. « En vertu de cet accord, la RDC entérine la constitution d'un consortium unique par les deux groupements », détaille la présidence. « Ces groupements s'engagent à financer des études d'exécution » à l'issue desquelles « le consortium unique devra soumettre à la RDC les contours définitifs du projet de la centrale, dont le coût est estimé à 14 milliards de dollars », poursuit la présidence congolaise. **Prendre le relais des barrages Inga I et II.** Inga III doit théoriquement prendre le relais des barrages Inga I (1972) et Inga II (1982) installés sur les rapides du fleuve Congo, dans la province du Kongo central (ouest). « La construction va durer de cinq à sept ans, peut-être jusqu'à onze ans », avait déclaré le 13 juin Bruno Kapandji, chargé de mission du président Joseph Kabila. « Nous sommes en train de préparer le contrat de collaboration exclusive qui va permettre d'aller chercher des financements », avait-il poursuivi à Lubumbashi (sud-est), devant des professionnels du secteur minier un peu sceptiques. Dans son communiqué de mardi, la présidence confirme que la RDC « collaborera avec l'Afrique du Sud, avec laquelle elle a conclu un traité ad hoc concernant le projet Grand Inga ». La RDC affirme miser aussi sur « l'appui et la participation des institutions financières de développement ». En juillet 2016, la Banque mondiale avait suspendu « le financement de son assistance technique » au projet. La RDC ne parvient pas à transformer ses richesses minérales ni à éclairer la vaste majorité de ses quelque 82 millions d'habitants. C'est un paradoxe puisque le pays tire son nom du deuxième fleuve le plus long d'Afrique (4 700 km), avec l'un des débits les plus puissants du monde (40 000 m³/seconde). (**Le Monde**)

Jeudi 18 octobre.

Lutte contre Ebola : les chefs des quartiers de Beni dotés de téléphones cellulaires. Trente chefs des quartiers des quatre communes de Beni ont reçu des téléphones cellulaires dans le cadre de la riposte contre la maladie à virus Ebola dans cette ville du Nord-Kivu. L'épidémie a déjà fait 104 morts dans la région. « Nous avons augmenté la capacité des chefs des quartiers de pouvoir notifier, de pouvoir nous alerter. C'est pourquoi, nous leur avons donné ces téléphones avec crédits pour qu'ils nous rapportent le plus des cas possibles et qu'ils s'approprient de la lutte contre Ebola », a-t-il expliqué. L'équipe chargée de la riposte contre Ebola et les chefs des quartiers conviennent travailler ensemble dans la lutte contre l'épidémie. Dans son communiqué publié mardi, le ministère de la Santé indique que depuis le début de l'épidémie, il y a 181 cas confirmés, dont deux nouveaux. Les statistiques font état de 104 décès et 57 guérisons ; alors que 32 cas suspects sont en cours d'investigation.

Quatre milliards de dollars nécessaires pour une couverture sanitaire universelle. Pour assurer une couverture sanitaire universelle à ses populations, la RDC devrait y consacrer un budget de 4 milliards de dollars. Le député Fabrice Puela dénonce le fait que de nombreux Congolais meurent faute d'argent. Dans les hôpitaux, il faut payer pour tout acte médical avant les soins.

Maniema : après leur reddition, 140 Maï-Maï Malaïka arrivent à Kabambare. Cent quarante miliciens Maï-Maï Malaïka sont arrivés sortis mercredi 17 octobre matin à Kabambare-Centre (Maniema). Ces miliciens ont répondu à l'appel des autorités provinciales, les invitant à déposer les armes pour réintégrer la vie civile ou servir le pays sous le drapeau. Au total, 121 de ces miliciens viennent du secteur de Bangubangu Bahombo et 18 du secteur de Babuyu. Ils s'ajoutent à ceux qui sont arrivés sur place la semaine dernière. Ces combattants Malaïka disent vouloir soutenir le processus électoral pour des scrutins apaisés en décembre prochain. Ils indiquent aussi s'inscrire désormais sur la voie de la pacification du territoire de Kabambare qui, au début de l'année, était le théâtre des affrontements entre l'armée et les milices.

Nord-Ubangi : une association de jeunes proteste contre la réinstauration du péage. Depuis lundi, l'association de la jeunesse responsable (AJR) s'insurge contre la reprise de la perception du péage par les agents de l'exécutif provincial sur les routes du Nord-Ubangi. La manifestation qu'elle voulait organiser mercredi 17 octobre a été étouffée par la police. L'AJR explique que le péage perçu pendant de nombreuses années n'a servi à rien. Dans le Nord-Ubangi, les routes continuaient à se dégrader. C'est pour cette raison d'ailleurs que l'assemblée provinciale avait voté l'édit interdisant la perception du péage, à la suite des plaintes des usagers des routes. Tout récemment, le gouvernement provincial a annoncé le rétablissement des barrières de perception du péage expliquant avoir obtenu de l'assemblée provinciale l'autorisation de réinstaurer cette taxe.

Expulsions des Congolais d'Angola : l'ONU redoute une crise humanitaire au Kasai. L'agence humanitaire OCHA révèle que plus de 257 000 Congolais ont été renvoyés d'Angola entre le 1er et le 15 octobre. La majorité d'entre eux sont

rentrés par les postes frontaliers du territoire de Tshikapa au Kasai. OCHA s'inquiète des violences dont ces personnes ont été victimes ainsi que leurs conditions de vie actuelles. Pour sa part, le HCR redoute une crise humanitaire. Selon OCHA, la majorité des ressortissants congolais expulsés d'Angola souhaitent poursuivre leur voyage à l'intérieur de la RDC. L'agence humanitaire souligne que le besoin en transport est urgent. En plus du transport, les personnes expulsées ont également besoin d'eau, de soins de santé d'urgence, d'abris et de vivres. Les zones d'accueil ont une capacité insuffisante en fourniture d'eau et en soins de santé.

Des édifices s'écroulent après une forte pluie à Kabongo. Une pluie torrentielle s'est abattue sur le territoire de Kabongo mercredi. Elle était accompagnée d'un vent violent. L'institut Kalolo a vu ses toitures emportées. Même spectacle à l'école primaire Diope et Ngalula Adonis. D'autres se sont effondrées. D'après l'administrateur du territoire de Kabongo, les résidences privées n'ont pas non plus été épargnées. Il cite notamment la sienne et celle de son adjoint. A Lubumbashi, les habitants du quartier Kilobe Lobe dans la commune Annexe ont vécu la même scène le lundi dernier. Pendant qu'ailleurs dans la ville rien de grave ne se passait, la périphérie était arrosée par une pluie torrentielle qui a aussi causé d'énormes dégâts: des maisons, une église et une école ont vu leurs toitures emportées.

Laurent Batumona recommande à la Ceni de recourir aux bulletins manuels. Le Mouvement de solidarité pour le Changement (MSC) recommande à la Commission électorale nationale indépendante de recourir aux bulletins de vote tel que prescrit par le calendrier électoral afin d'éviter les conflits post électoraux. « Même si ces machines arrivaient, on peut les dispatcher auprès des administrations territoriales, qui manquent certainement des ordinateurs pour leurs services. Etant donné que l'argent a été débloqué par le trésor public, ces machines ne seront pas jetées. Au contraire, elles peuvent être distribuées dans l'administration », a-t-il suggéré.

La Ceni forme ses techniciens sur la machine à voter. La première formation des techniciens de la Commission électorale nationale indépendante sur la machine à voter a débuté mercredi 17 octobre à Kinshasa. Cette formation concerne cent dix techniciens congolais.

Ebola en RDC : une urgence de santé publique, mais pas de portée internationale. L'épidémie d'Ebola qui sévit en RDC ne constitue pas, à ce jour, une urgence de santé publique de portée internationale. C'est la conclusion du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international réuni mercredi à la demande du chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Lundi dernier, le chef de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a décidé de convoquer une réunion du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international afin de lui demander son avis sur une possible déclaration d'urgence de santé publique de portée internationale. Après avoir entendu les dernières mises à jour de la situation par le ministère de la santé de la RDC, la mission des Nations Unies dans le pays (Monusco) et le Secrétariat de l'OMS, le Comité n'a pas jugé nécessaire de proclamer un tel état d'urgence à l'échelle internationale. Le Comité a toutefois conclu que l'épidémie d'Ebola se déroulait dans un contexte particulièrement complexe et posait plusieurs défis importants : une zone de conflit actif doublée d'une crise humanitaire prolongée. Au cours des huit dernières semaines, huit incidents de sécurité se sont produits dans la zone de Beni. La méfiance de la population reste également un problème important qui exige de la communauté et des partenaires nationaux et internationaux un engagement plus profond.

Leïla Zerrougui: « Nous n'avons pas le droit de décevoir les populations de Beni ». « Nous travaillons parce que nous n'avons pas le droit de décevoir les populations de Beni. Nous n'avons pas le droit de ne pas faire le maximum quand on sait que la souffrance est dure. Nous sommes ensemble. Nous n'avons pas le droit d'échouer. C'est un pari que nous devons gagner ensemble », a déclaré la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC ce jeudi 18 octobre à la fin de sa visite à Beni. Mme Leïla Zerrougui a tenu à féliciter toutes les équipes engagées dans la riposte contre la maladie à virus Ebola déclarée depuis le mois d'août dans la région. Elle a aussi rassuré les populations quant à l'implication de la Monusco dans l'éradication de cette maladie, qui, selon elle, freine les efforts de pacification. Elle recommande à la population de Beni de soutenir les efforts de la Monusco et des Fardc dans la pacification de cette zone. « Je sais parfois que la population exprime sa colère. Mais c'est parce qu'elle veut qu'on fasse plus, parce qu'elle sait que peut-être qu'on est le seul à pouvoir faire quelque chose avec les Fardc, nos militaires, les équipes humanitaires, le gouvernement. Ils sont un peu durs parfois avec nous. Mais je les comprends », a rappelé la cheffe de la Monusco. « Mais je leur dis aujourd'hui, si vous voulez que les gens fassent plus, il faut aussi les encourager. Quand il faut quelque chose de bien, il faut le reconnaître. Quand ils ont quelque chose qu'il faut corriger, il faut le faire ».

Bukavu: un changeur de monnaie tué dans la commune d'Ibanda. Un changeur de monnaie a été tué par balle mercredi 17 octobre la nuit sur l'avenue Muhungu SNEL au quartier Ndendere dans la commune d'Ibanda. Les habitants de Muhungu déplorent cette recrudescence de l'insécurité dans leur milieu et demandent aux autorités de s'investir davantage pour la sécurisation des personnes et leurs biens.

Huit candidats à la présidentielle exigent la mise à l'écart de la machine à voter et l'accès égal aux médias publics.

Les candidats à l'élection présidentielle de décembre 2018, dont Theodore Ngoy, Martin Fayulu, Seth Kikuni, Marie-Josée Ifoku, Sylvain Maurice Masheke, Noel Tshiani, Philbert Mabaya, Tryphon Kin Kiey, Freddy Matungulu et Radjabu Mbira exigent la mise à l'écart de la machine à voter. Ces candidats dénoncent aussi "des attaques dirigées contre les candidats qui s'opposent à la machine à voter". Les 8 candidats exigent aussi la mise en place par la CENI de la commission technique comprenant les délégués des candidats pour s'assurer de garantie de transparence dans les processus d'impression des bulletins de votes papiers, du dépouillement des résultats, de leur transmission et de la proclamation des résultats des élections du 23 décembre. Les mêmes candidats exigent aussi l'accès égal, immédiat aux médias publics en particulier la RTNC de tous les candidats présidents de la République.

RDC : Une journaliste arrêtée pour diffamation à Kinshasa. Reporters sans frontières (RSF) a appelé les autorités congolaises à libérer immédiatement une journaliste arrêtée depuis une semaine puis inculpée pour diffamation en République démocratique du Congo. Sylvanie Kiaku, journaliste pour l'hebdomadaire La Percée, a été interpellée par la police judiciaire du Parquet de Kinshasa le 10 octobre, puis inculpée pour diffamation à l'encontre des responsables de la Banque Commerciale du Congo, explique RSF dans un communiqué. La journaliste est détenue à la prison centrale de Kinshasa faute de pouvoir payer sa caution fixée à 1.000 dollars, elle se trouve aujourd'hui en détention provisoire. « Les autorités doivent immédiatement relâcher Sylvanie Kiaku en attendant que l'affaire soit jugée sur le fond », a déclaré Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Deux articles portant sur le licenciement de 958 employés de la Banque commerciale du Congo (BCDC) après une restructuration entre 1999 et 2001 ont valu à la journaliste d'être poursuivie, note RSF. Documents à l'appui, elle avait révélé dans l'édition du 13 septembre de « La Percée » que 270 d'entre eux étaient aujourd'hui décédés sans avoir reçu de compensation. L'une des plus anciennes et prestigieuses banque en RDC, la BCDC est aujourd'hui détenue et ce depuis fin 2009, soit bien après les faits évoqués par la journaliste, à 66% par l'homme d'affaires belge George Arthur Forrest et sa famille et 25% par l'État congolais. Une organisation congolaise, Journaliste en danger (JED), s'est jointe à RSF pour exiger la libération de Mme Kiaku. Un autre journaliste a été enlevé dans la plaine de la Ruzizi, dans la province du Sud-Kivu en même temps que trois autres personnes dans cette région troublée de l'est de la RDC, où opèrent plusieurs groupes armés, a indiqué son média, une radio locale.

Vendredi 19 octobre.

Sud-Kivu : la Monusco lance le projet de lutte contre la violence communautaire à Bwegera. Ce projet sera exécuté par l'ONG locale l'Union coopérative agricole pour le développement intégré (UCAVI). « Le projet CVR, c'est le projet de réduction de violence communautaire. Pour nous ça se fera à Bwegera, dans le groupement de Kakamba. Le projet a deux grandes composantes : la composante agriculture qui consistera en l'exploitation du riz sur une superficie de 20 hectares, la composante élevage s'effectuera pour l'élevage des porcs. Et au total, nous aurons 160 têtes, en raison de deux têtes par bénéficiaire, donc 80 males et 80 femelles. Et en riziculture, nous allons 'disponibiliser' les intrants agricoles et aussi les outils aratoires pour les bénéficiaires. Et chaque bénéficiaire pourra exploiter un quart d'hectares », a expliqué Crispin Amani Mupe, directeur de l'ONG UCAVI. Le projet a ciblé 80 bénéficiaires, dont 40 ex-combattants, 20 jeunes à risque et 20 femmes vulnérables.

Kinshasa : la Regideso plaide pour la prolongation du projet d'adduction d'eau en milieu urbain. Le directeur général de la Régie de distribution d'eau plaide pour une prolongation de la durée du projet d'alimentation en eau potable en milieu urbain (PMU). Il l'a affirmé jeudi 18 octobre à Kinshasa, au terme d'une visite des travaux sur terrain. Il était accompagné de la cellule d'exécution de ce projet et une délégation de la Banque mondiale, venue se rendre compte de l'état d'avancement de ce projet, qui bénéficie d'un financement additionnel. L'intérêt de ce projet, qui doit s'arrêter au 31 décembre prochain, est immense pour la population de Kinshasa Ouest. Le DG de la Regideso, Clément Mubiayi, a demandé au responsable du projet PMU auprès de la Banque mondiale, d'obtenir une prolongation. Le PMU initial était approuvé en décembre 2008 et mis en œuvre en novembre 2009 pour un budget de 190 millions de dollars. Comme il n'était pas achevé, en 2015, la Banque mondiale avait accordé un financement additionnel de 166 millions de dollars américains. Une fois de plus, la mise en œuvre connaît du retard et à deux mois de la fin du temps accordé à ce financement additionnel, les travaux ne sont pas terminés. Soixante-dix-sept containers des matériaux attendent encore au port de Matadi leur acheminement à Kinshasa. Globalement, ces travaux avec le financement additionnel visent à améliorer la desserte en eau dans les communes de Ngaliema et Mont Ngafula. Des effets d'amélioration de la desserte sont également attendus dans les communes de Selembao, Bumbu et environs, ont confié les ingénieurs qui conduisent les travaux.

Kongo-Central : les chirurgies gratuites de l'éléphantiasis débutent lundi. Le programme national de lutte contre les maladies tropicales négligées annonce le début des interventions chirurgicales gratuites pour le lundi 22 octobre dans les

zones de santé de Moanda, Boma, Matadi, Tshela et Mbanza Ngungu. Une centaine de malades sont déjà identifiés dans ces entités du Kongo-Central). « La première stratégie, c'est que nous faisons la distribution des masses de médicaments à toutes les communautés qui sont endémiques. Mais, au-delà du traitement médical, il y a un deuxième volet, qui est la prise en charge des morbidités. Et parmi ces morbidités, nous avons l'éléphantiasis et la filariose lymphatique », a expliqué Dr Daniel Muteba, point focal de la filariose au ministère de la Santé.

Démolition des constructions entre la RDC et le Rwanda. Sur décision du gouverneur du Sud-Kivu, la démolition des maisons construites aux environs de la frontière Ruzizi premier, entre la RDC et le Rwanda, a commencé jeudi 18 octobre. Selon les autorités provinciales, l'opération vise les constructions anarchiques sur le domaine public là où devrait être construit le marché transfrontalier. Les petits commerçants, qui sont les premiers bénéficiaires, se félicitent de l'exécution de cette mesure. Le site devra désormais abriter le marché transfrontalier, un projet de la Banque mondiale financé à hauteur de 9 millions de dollars américains, soit 6 millions pour le marché et 3 millions pour le parking. Cette démolition a été saluée par les petits commerçants du Sud-Kivu, estimés à plus de dix mille. Ils estiment qu'avec un marché moderne sur ce site, ils pourront effectuer des échanges directs avec le Rwanda.

Tshuapa : la société civile favorable à l'extraction pétrolière autour du parc de la Salonga. La société civile de la Tshuapa consent à la réalisation du projet du gouvernement central portant sur l'extraction du pétrole dans le périmètre du parc de la Salonga. La population riveraine se dit abandonnée à son triste sort depuis qu'elle a perdu ses milieux naturels de survie lors de la création de l'aire protégée, ont expliqué vendredi 19 octobre des animateurs de la société civile. C'est en 1970 sous le régime du Maréchal Mobutu que le parc de la Salonga a été créé dans la forêt équatoriale à cheval entre les anciennes provinces de l'Equateur, du Kasai et du Bandundu. Les populations, qui vivent dans le périmètre actuel du parc, ont été déplacées de leurs milieux naturels de survie. Ils vivaient notamment de la chasse, pêche et de la cueillette sur une bonne partie des territoires de Monkoto, de Bokungu et d'Ikela dans la province de la Tshuapa. A l'annonce du projet du gouvernement central consistant à extraire du pétrole dans une partie du périmètre du parc de la Salonga, la population manifeste son enthousiasme pour la réalisation rapide de ce projet, indique la société civile de la Tshuapa.

Samedi 20 octobre.

Le diocèse de Butembo-Beni attend toujours des nouvelles de trois prêtres enlevés depuis 6 ans. Le diocèse de Butembo-Beni attend toujours les nouvelles de trois prêtres de la paroisse catholique Notre Dame de la localité de Mbau dans le territoire de Beni, enlevés depuis le 19 octobre 2012. Les prêtres Jean-Pierre Ndulani, Edmond Kisughu et le curé Anselme Wasukundi avaient été enlevés dans la nuit du 19 Octobre 2012 dans leur couvent, situé à environ 20 km de la ville de Beni. Selon des sources sécuritaires, cette nuit-là, des hommes armés présentés comme des présumés ADF s'étaient introduits dans le couvent de ces religieux qu'ils avaient trouvé en train de suivre la télévision. Ils les auraient d'abord ligotés avant de les amener avec eux vers une destination inconnue. D'après les mêmes sources, cet enlèvement comme celui de beaucoup d'autres civils dans le territoire de Beni n'ont jamais été revendiqués. Il faut aussi rappeler que les abbés Pierre Akilimali et Charles Kipasa, deux prêtres de la paroisse catholique Notre-Dame des anges de Bunyuka, dans la chefferie de Bashu au sud du territoire de Beni, kidnappés dans la nuit du 16 juillet dernier n'ont jamais été libérés.

Tanganyika : 20 candidates formées sur les stratégies électorales à Kalemie. Vingt candidates aux élections du 23 décembre ont été formées sur les stratégies électorales depuis jeudi 18 octobre à Kalemie dans la province du Tanganyika. Cette activité de 3 jours est initiée par la Ceni et appuyée par le Pnund-Pacec, ONU Femmes et la Monusco. La formation a porté sur la préparation de la campagne électorale, la connaissance du système électoral, les conflits électoraux, la sécurisation des élections, ... Les stratégies électorales, autant de matières portées à la connaissance des candidates.

RDC: l'évaluation du processus électoral au cœur de la réunion interinstitutionnelle. Le Président Joseph Kabila a présidé vendredi 19 septembre à Kinshasa la réunion interinstitutionnelle consacrée à l'évaluation du processus électoral en cours. Cette réunion a été élargie à la Commission électorale nationale indépendante et à certains membres du gouvernement, a indiqué le ministre de l'Intérieur Henri Mova Sakanyi, dans le compte-rendu lu à la télévision publique, la RTNC. Le président de la Ceni, Corneille Nangaa, a fait l'état des lieux du processus électoral qui porte notamment "sur les activités calendaires, celles en cours et en instance de réalisation et les défis à relever, avant de fixer les chefs des institutions sur la possibilité ou non de séances d'organisation des élections du 23 décembre 2018". Selon le président de la CENI, le cadre légal est déjà complet: il s'agit de la loi électorale et ses mesures d'application portant répartition des sièges par circonscription électorale des élections législatives, provinciales, municipales et locales. La liste de 601 partis politiques, de 69 regroupements politiques ainsi que la publication de l'ordonnance portant création des cours d'appel dans les 26 provinces, la nomination des magistrats du siège et des parquets rattachés à ces juridictions ont été affectés, a indiqué M. Mova. Quant au fichier électoral, le vice-Premier ministre Henri Mova a souligné qu'il a été constitué, nettoyé et audité

par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il comprend 40.024.897 électeurs dont les listes sont affichées pour consultation en vue d'éventuelles corrections. Il a aussi rappelé que 6.500.318 électeurs ont été radiés à la suite du nettoyage du fichier électoral et 337.208 à la suite de l'audit, de telle sorte que 40.224.897 électeurs sont maintenus sur les listes électorales. Concernant le financement du processus électoral, les chefs des institutions ont salué les efforts du gouvernement en matière du financement de ce processus dont le taux d'exécution du décaissement du financement électoral est de 70%, avant de dégager un consensus sur le processus [1]calendaire et le plan de sécurisation des élections.

Mongala: deux radios de l'opposition réduites au silence à Lisala. Deux radios appartenant à l'opposition sont réduites au silence à Lisala depuis mardi 16 octobre sur décision du maire de la ville après le passage dans ces médias du président de l'assemblée provinciale de la Mongala. Radio Liberté du MLC et Radio Mwana Mboka du député national Ngbundu Malengo de l'opposition n'émettent plus. La police réquisitionnée campe sur les installations de ces radios pour empêcher aux journalistes d'accéder aux installations de ces deux médias.

Sécurisation des candidats président de la République : 525 policiers sélectionnés. « A ce jour, 525 éléments à mettre à la disposition des 21 candidats ont été sélectionnés et regroupés à l'Unité protection des institutions et de hautes personnalités. On a eu à descendre quelques prélabes, étant donné que certains candidats Présidents de la République disposaient déjà d'une garde rapprochée des policiers en possession des munitions et d'armes de guerre. Nous allons procéder à l'identification de ces policiers-là pour les mettre sous les ordres des chefs des pelotons qui vont commander ces policiers», a indiqué le colonel Mwana Mputu, porte-parole de la Police nationale congolaise.

La Ceni clôture la formation des techniciens sur la machine à voter. La Ceni a clôturé vendredi 19 octobre à Kinshasa la formation des techniciens sur la prise en charge technique de la machine à voter. Selon les bénéficiaires, cette formation leur a permis de trouver des solutions à plus de 75% des problèmes qui pourront se poser avec la machine.

Justice: le directeur général et le pharmacien responsable de la société Zenufa arrêtés. Arrêtés et transférés vendredi 19 octobre soir au parquet par les services du Conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, Karkera Premanatha, de nationalité indienne et le Congolais Barthélemy Tshikaya Kabengele sont accusés de fraude, contrefaçon de la Quinine, faux et usage de faux, faits prévus et punis par le Code pénal congolais.

Dimanche 21 octobre.

Haut-Katanga : la FAO et le gouvernement provincial encouragent les agriculteurs à lutter contre la faim. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/Lubumbashi et le ministère provincial de l'Agriculture ont recommandé aux agriculteurs de lutter contre la faim dans la région. Cette recommandation a été faite à l'occasion de la célébration en différé samedi 20 octobre la Journée internationale de l'alimentation sous le thème « Agir pour l'avenir, la faim 0 en 2030, c'est possible ». La cérémonie a été organisée au quartier Kilolobelobe à Lubumbashi, sur le site où l'Association d'agriculteurs Naviundu cultive des légumes. La ministre provinciale de l'Agriculture Odette Mwewa a remis à l'occasion des kits pour l'agriculture et des semences à au moins quarante cultivateurs. Ces kits sont constitués des houes, des arrosoirs, des binettes, des pulvérisateurs, des insecticides et autres produits pour le traitement des plantes.

Beni : 12 morts et 15 personnes kidnappées dans une incursion des présumés ADF. Douze personnes ont trouvé la mort 15 autres enlevées dans une incursion des présumés ADF le samedi 20 octobre au quartier Boikene dans la ville de Beni au Nord-Kivu. Selon la société civile de Beni ces rebelles ont pillé toutes les boutiques et pharmacies au niveau du petit marché de Mayangose avant d'être repoussés par les Fardc appuyées par les forces de la Monusco. Boutiques, magasins, pharmacies sont restés fermés suites aux manifestations de colère des populations qui ont marché sur toutes les grandes artères de la ville en saccageant tout sur leur passage. Selon le commandant de la police de la ville de Beni, la population a déposé un corps devant la mairie, après avoir caillassé la porte d'entrée de l'hôtel de ville et mis le feu au bureau de la poste. C'est alors que la police appuyée par l'armée a dispersé les manifestants à coup de gaz lacrymogène mais aussi et en tirant en l'air avec des balles réelles.

Ituri : un sergent condamné à mort pour meurtre, violation des consignes et dissipation des munitions. Le sergent Mugisa Akiki a été condamné à la peine de mort à Saliboko dans le territoire de Djugu (Ituri) par le tribunal militaire de garnison de l'Ituri. Cette sentence a été prononcée lors des audiences en procédure de flagrance tenues à Saliboko. Ce militaire a tué par balle quatre personnes le mardi 16 octobre dans les villages de Masumbuko et Saliboko dans le secteur de Walendu Tati à Djugu. Ensemble avec le l'Etat Congolais, le sergent Mugisa Akiki est également condamné au paiement des dommages et intérêt évalués à l'équivalent en Francs congolais des 400 000 USD.

Sud-Kivu : 67 Maï-Maï se rendent aux Fardc à Lulimba. Soixante-sept miliciens Maï-Maï se sont rendus aux Fardc samedi 20 octobre à Lulimba dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu) avec armes et munitions. L'état-major opérationnel Sokola 2 Sud s'en félicite et dit suivre le processus normal de démobilisation. Ces redditions sont les résultats de la campagne de sensibilisation menée par le général de brigade David Rugayi, après avoir récupéré toutes les localités autrefois occupées par Amuri Yakutumba et Malaika, deux chefs des miliciens maï-maï. Déjà la semaine dernière, après le passage du chef d'Etat-major général dans la région, 122 miliciens s'étaient rendus avec 60 armes à Kabambare, 20 autres à Kabeya, près de Lulimba en territoire de Fizi. Ils sont tous cantonnés à Lulimba en attendant le processus de démobilisation.

L'UDPS pose des conditions avant de participer à la marche du 26 octobre. «Le fait que nous n'avons pas signé la lettre annonçant cette marche prouve à suffisance qu'il y a des divergences majeures qu'il faut vider avant que nous puissions nous engager dans quoi que ce soit. Avant d'avancer sur ce schéma, nous devons nous mettre d'accord sur bon nombre de questions, notamment sur le boycott ou la participation aux élections. Nous devons nous rassurer tous que nous allons aux élections ou nous les boycottons. Nous ne pouvons pas être embarqués dans une logique de boycott tout en se présentant à l'opinion comme si nous étions d'accord pour les élections», a dénoncé Jean-Marc Kabund, le secrétaire général de l'UDPS. Il reproche à ses partenaires de l'opposition de prendre un schéma unique, contraire aux attentes de son parti.

Nord-Kivu : la société civile alerte sur les mouvements des hommes armés en territoire de Rutshuru. La coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu alerte les autorités provinciales, nationales et la communauté internationale sur les mouvements des hommes en armes jusque-là inconnus, observés sur plusieurs postes frontaliers depuis le jeudi 18 octobre. Dans un communiqué publié samedi 20 octobre la société civile du Nord-Kivu, évoque des menaces sécuritaires palpables dans le territoire de Rutshuru. Dans ce document, cette structure citoyenne affirme que trois mouvements d'hommes en armes, ont été observés dans trois groupements du territoire de Rutshuru.

Le FCC annonce un meeting le 27 octobre pour sensibiliser sur le processus électoral. « Le FCC va lancer une série d'actions de grande envergure pour sensibiliser en faveur du processus électoral, et notre première activité ça sera déjà pour ce samedi 27 octobre au stade Tata Raphaël. Nous invitons tous ceux qui veulent les élections et la démocratie dans ce pays de venir participer à cette manifestation », a indiqué Néhémie Mwilanya, membre du comité stratégique du FCC. Au cours de cette conférence de presse, le Front Commun pour le Congo a réaffirmé sa détermination à participer aux prochaines élections présidentielles et législatives, prévues le 23 décembre.

Lundi 22 octobre.

La résidence du porte-parole de la majorité cible de "tirs nourris". Le porte-parole de la majorité au pouvoir en RDC a déclaré lundi que sa résidence à Kinshasa avait été "la cible des tirs nourris" par des inconnus dans la nuit de dimanche à lundi, à deux mois d'élections générales très attendues. "Personne n'est blessé mais les dégâts sont importants: la toiture est endommagée et mes deux véhicules sont criblés de balles", a ajouté M. Atundu. Ancien chef de la sécurité, ex-directeur général du géant minier congolais la Générale des carrières et des mines (Gécamines), M. Atundu occupe actuellement les fonctions de président du conseil d'administration de la Société nationale d'électricité (SNEL). "Les autorités ont renforcé ma garde parce que pareille attaque peut encore se répéter. A l'approche des élections générales, je regrette que des ennemis de la démocratie tentent de semer la désolation" tout en se refusant à accuser qui que ce soit.

L'armée à la recherche des criminels à Beni. Le porte-parole des opérations militaires Sokola 1 Nord, le capitaine Mak Hazukay, se dit désolé de la nouvelle attaque qui a provoqué le soulèvement de la population dimanche 21 octobre à Beni. D'après lui, les Fardc ont entamé depuis la nuit du samedi la fouille des traces des criminels qui ont tué plus de douze personnes et kidnappé quinze autres à Beni. A la suite de cette nouvelle attaque meurtrière, la population locale a organisé dimanche des manifestations de colère dans la ville. « Nous comprenons la population de Beni qui est meurtrie. C'est une occasion de nous souder pour réagir efficacement face au terrorisme », a dit le capitaine Mak Hazukay.

Kisangani : appel au soutien de candidatures féminines. « En votant utile, il faut aussi penser au genre. Le genre, c'est l'homme et la femme. Et surtout, il faut donner les voix aux femmes, puisque nous savons comment les hommes ont géré [les affaires d'Etat] pendant toutes ces décennies », a affirmé Charlie Andiru, coordonnatrice du Groupe de travail Genre et Elections. Selon elle, les sensibilisatrices vont faire du porte-à-porte pour appeler leurs bases respectives à privilégier les candidatures féminines.

Pénurie d'électricité à Kalemie depuis trois semaines. La ville de Kalemie (Tanganyika) est privée d'électricité depuis trois semaines, à la suite de la panne de la centrale hydroélectrique de Bendera. A cet effet, la Régie de distribution d'eau

peine à fournir de l'eau potable. Cette situation inquiète le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), qui craint une nouvelle flambée de l'épidémie de choléra. Entre les 1 janvier et 16 septembre 2018, le choléra a touché au moins 1 560 personnes dans les zones de santé de Kalemie et Nyemba, rappelle l'agence onusienne.

Nouvelle attaque armée à Beni, un mort. Un groupe des Mai-Mai a attaqué lundi 22 octobre une position des Fardc à Paidia à la périphérie de la ville de Beni. Le bilan fait état d'un milicien tué et deux autres capturés, selon des sources militaires. La position des Fardc de Paidia attaquée est très stratégique pour l'armée, parce qu'il s'agit d'un bureau de commandement des opérations Sokola 1. Cette même position avait été attaquée il y a une dizaine de jours par des présumés ADF.

Kinshasa : collecte des fonds pour combattre les érosions à Kikwit. La Dynamique pour le développement de Kwilu a organisé dimanche 21 octobre à Kinshasa une collecte des fonds afin de lancer les travaux antiérosifs dans la ville de Kikwit. Selon le ministre des Affaires foncières, Lumeya Dhu Malegi qui est notable du Kwilu, cette action demande l'implication de fils et filles de la province pour ne pas voir disparaître certains quartiers de cette ville. Il a estimé qu'avec la participation des autres ressortissants du Kwilu, la solution serait trouvée pour le ravin de Kagwa et celui de l'hôpital général de Kikwit. « La mobilisation va se poursuivre tout au long de ce mois, et je crois sur la diaspora Kwiloise qui se trouve à l'étranger. Nous lançons l'appel et nous attendons aussi leur participation, surtout qu'à la tête de l'organisation il y a des confessions religieuses », a-t-il poursuivi. Selon lui, les procédures gouvernementales sont longues pour intervenir dans le cas d'espèce. « Entre-temps, les maisons s'écroulent. Donc, nous avons cherché à parer au plus pressé en attendant que le gouvernement puisse remplir son devoir en tant que gouvernement », a conclu la même source.

Kasaï : la Caritas distribue des vivres aux déplacés de Kakenge. Caritas international Belgique a distribué vendredi 18 octobre à 430 ménages à Kakenge, dans le territoire de Mweka (Kasaï), des articles ménagers essentiels, des outils aratoires et de l'argent. Cette aide rentre dans le cadre d'une réponse humanitaire d'urgence, à la suite de derniers affrontements que cette cité et sa périphérie ont connus. Cette distribution, pilotée localement par le Bureau de Caritas Développement Mweka, s'est achevée en fin de semaine dernière. Il s'agit d'une première assistance apportée à ces familles retournées, après les violences meurtrières à Kakenge. En janvier dernier, des miliciens ont semé la désolation dans cette cité sur fond de conflits communautaires. Cette situation avait occasionné d'importants dégâts matériels et humains.

Kinshasa : la police avait des renseignements sur des criminels qui veulent s'attaquer à des personnalités. « La police est en train de mener des enquêtes. Hier (dimanche), le matin, les gens ont vu des barricades qui étaient érigées par la police. C'était pour dissuader et rechercher ces criminels-là. On avait déjà des renseignements qu'il y avait un groupe de criminels qui enlèvent les filles dans les voitures taxi et qui veulent s'attaquer à des personnalités. Les enquêtes sont en cours. D'ici là, vous aurez une suite favorable. La police est à pieds d'œuvre, nous avons déjà quelques indices », a indiqué le général Sylvano Kasongo. Il note aussi que ces fouilles vont se poursuivre et que la sécurité est renforcée autour des résidences de ces personnalités.

L'UDPS ira aux élections avec ou sans machine à voter. « Nous sommes devant une réalité. Nous avons pris notre responsabilité pour qu'on nous amène aux élections avec ou sans machine à voter. Cela ne veut pas dire que nous avons accordé la crédibilité à cette machine. On ne peut pas organiser la fraude seulement avec la machine. Même avec les bulletins, on organise la fraude électorale », argumente Augustin Kabuya, le secrétaire général adjoint chargé de la communication et mobilisation. Avec cette dernière décision, l'UDPS ne se désolidarise pas du reste de l'opposition, affirme M. Kabuya qui rejette aussi l'idée d'une trahison.

Présence des hommes armés à Rutshuru : l'armée parle des rumeurs. La 34^e région militaire des Fardc estime que l'alerte lancée vendredi 19 octobre par la société civile du Nord-Kivu faisant état des mouvements d'hommes lourdement armés dans le territoire de Rutshuru est une rumeur. Selon le porte-parole de la 34^e région militaire le major Ndjike Kaiko, il n'y a aucun indice qui justifie la présence de ces éléments sur le sol congolais. Il rappelle aussi que les forces armées de la RDC ont reçu comme mission, de traquer tous les groupes armés sans préférence aucune.

L'ONU condamne l'assassinat de 11 personnes près de Beni. « Le Secrétaire général est indigné par les assassinats et les enlèvements de civils par des groupes armés qui se poursuivent dans la région de Beni », a dit son porte-parole adjoint dans une déclaration de presse rendue publique lundi 22 octobre. L'attaque a également été condamnée la veille par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Le chef de l'ONU s'est également dit profondément préoccupé par les informations selon lesquelles deux agents des services de santé congolais combattant l'épidémie d'Ébola au Nord-Kivu ont été tués à Butembo, vendredi 19 octobre, lorsque des milices armées ont attaqué l'unité de l'armée congolaise en compagnie de laquelle ils se trouvaient.

Mardi 23 octobre.

Lutte contre Ebola au Nord-Kivu : les équipes de riposte font face aux agressions. Les équipes de riposte contre la maladie à virus Ebola font face aux agressions dans plusieurs zones depuis la déclaration par le gouvernement de la présence de cette maladie au Nord-Kivu. « Tous les sites compris, c'est-à-dire Beni, Butembo, Mangina et autres nous avons autour de trois et quatre incidents par semaine, c'est énorme. Si nous prenons Beni seule, il ne se passe pas une semaine si on n'a pas noté un incident sur nos équipes. Ça c'est quand même extrêmement déplorable, les gens qui viennent vous sauver, vous soigner que vous puissiez les agresser à ce point-là », regrette le Dr Bathe Ndjoloko. Il dénonce et s'insurge contre la mort de ceux qui vont sauver la vie de la population de cette région. « Nous venons de faire allusion aux collègues qui sont morts, deux infirmiers sont morts et ça c'est l'extrême. Nous avons une dizaine de nos collègues qui sont blessés, c'est-à-dire le sang a coulé, nous avons des collègues qui ont été séquestrés, on leur a enlevé les habits, on a brûlé leurs habits devant eux, toutes ces formes de violence nos équipes font face à cela. Dans quelle zone particulièrement, nous ne voulons pas stigmatiser les zones. Mais à part Oicha, Komanda, Tchomia mais partout ailleurs il y a eu agression de nos équipes », a indiqué docteur Bathe Ndjoloko.

La présidence de la République a fait un dépassement budgétaire de 185%. Certaines institutions de la République ont dépensé beaucoup plus d'argent que ce qui leur avait été alloué dans le budget 2017, selon le projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2017 examiné lundi 22 octobre à l'Assemblée nationale. Le ministre des Finances révèle : « Trois institutions et huit ministères ont connu un taux d'exécution de leurs dépenses supérieur aux crédits alloués. Il s'agit [notamment] de la présidence de la République, avec 185%, de la Primature, avec 150,5%, de ministères des Affaires étrangères, avec 210,4%, de la Défense nationale, avec 181,7% », a-t-il détaillé. Selon lui, ce dépassement se justifie par les urgences et autres impératifs liés notamment à la marche du pays. A en croire le ministre des Finances, le budget 2017 a été exécuté en recettes et en dépenses avec un excédent budgétaire de plus de 75,9 milliards de francs congolais. Son exécution est caractérisée par un accroissement de 30,7 % pour les recettes et 20,7% pour les dépenses.

Jean-Pierre Bemba : « Avec Félix Tshisekedi, à Bruxelles, nous avons convenu tous sur la machine à voter ». Le président du Mouvement de libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba, explique le bien-fondé de la marche de toute l'opposition prévue vendredi 26 octobre. Depuis Bruxelles où il séjourne, le sénateur congolais s'exprime également sur l'évolution des discussions autour d'un programme commun et d'une candidature unique de l'opposition à la présidentielle.

Lubumbashi : Kyungu wa Kumwanza dénonce les tracasseries policières. Le président de l'UNAFEC, Kyungu wa Kumwanza, a dénoncé mardi 23 octobre les tracasseries policières dont il est victime en cette période préélectorale dans la province du Haut-Katanga. Il en veut pour preuve les barricades érigées non loin de sa résidence le samedi dernier et l'interpellation de plusieurs de ses membres, dont certains ont été violentés par la police. Pour Kyungu wa Kumwanza, il est incompréhensible que pendant cette période où tous les candidats sensibilisent leurs témoins et autres membres de leurs partis politiques que l'opposition soit muselée dans le Haut-Katanga. En réaction, le commissaire provincial de la police dans le Haut-Katanga affirme que la police a mis la main sur un groupe de personnes qui s'attaquaient aux policiers qui passaient à quelques mètres de la résidence de Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

Sept morts dans deux accidents sur la rivière Kasai. Sept personnes ont trouvé la mort en l'espace d'un mois dans deux accidents impliquant des embarcations sur la rivière Kasai à un peu plus de 10 km de la ville de Tshikapa. Le moteur d'une pirogue en provenance de la ville s'est arrêté. L'embarcation précipitée par un violent courant d'eau provenant des chutes, a chaviré. Sur place, on a dénombré quatre morts. Quelques jours avant, un incident similaire avait coûté la vie à trois personnes. Toutes les victimes, confirme-t-il, sont des creuseurs artisanaux du diamant qui fréquentent régulièrement ce site.

Goma : accrochages entre policiers et habitants du quartier de Buhene. La tension entre la police et les habitants de la notabilité « Vision 20-20 », communément appelée « quartier Buhene », en territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu), est entrée à son deuxième jour mardi 23 octobre. La population s'oppose farouchement à un délogement massif lié à un conflit foncier avec un tiers. Les échauffourées de lundi auraient fait au moins quatre morts et quelques blessés, selon diverses sources.

Nord-Kivu : l'insécurité dans les territoires de Beni et Lubero perturbent les activités économiques (FEC). « Il faut que je le dise, l'économie se comporte très mal dans le sens qu'on a des difficultés d'amorcer la production parce qu'il faudra que les bases sécuritaires soient là. Dès que le volet sécuritaire n'est pas rencontré, l'économie en pâtit. Par exemple, lorsque vous ne savez pas accéder à votre ferme pour l'élevage, à votre plantation pour cueillir le cacao, à votre champ pour

les produits de base, quand vous êtes sur la route il y a des coupeurs des routes qui vous attendent, dès lors que vous êtes même à la maison et on vient vous visiter, l'économie ne peut pas marcher », rappelle Polycarpe Ndivito, président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Les échanges commerciaux avec les pays voisins sont affectés par cette situation.

Congo en marche recommande à l'opposition de ne pas conditionner sa participation aux élections. Son président, Médard Kankolongo, attire l'attention de l'opposition politique pour qu'elle ne tombe pas dans le jeu de la majorité présidentielle. Selon lui, l'opposition devra d'abord exiger la "présence physique de toutes les machines commandées par la Ceni" et les résultats de l'audit des experts britanniques.

Seize étudiants participent à la 5e édition du concours national de plaidoirie en droit international humanitaire. Seize étudiants venus de différentes universités de la RDC prennent part à la 5e édition du concours national de plaidoirie en droit international humanitaire. Ce concours est organisé par le Comité international de la Croix Rouge (CICR) à Kinshasa du 23 au 25 octobre. « Le grand développement que le CICR met en œuvre c'est la connaissance du droit international humanitaire et sa promotion. Donc dans les universités, auprès des étudiants, cette connaissance est très importante parce que ce seront les décideurs de demain, qui pourront, à partir de cette connaissance, diffuser eux-mêmes et faire mieux respecter le droit international humanitaire », a indiqué Kristine Cipola.

Le mercredi 24 octobre.

L'opposition politique ne boycottera pas les élections de décembre. L'opposition politique ne boycottera pas les élections de décembre 2018. Plusieurs plateformes de l'opposition ont exprimé cette position mardi 23 octobre à Kinshasa. D'après leur déclaration politique portée par Vital Kamerhe, ces opposants affirment qu'ils vont se battre pour obtenir le nettoyage du fichier électoral et la mise à l'écart de la machine à voter. Les partis politiques et regroupements tels que le MLC de Jean-Pierre Bemba, la Dynamique de l'opposition de Martin Fayulu, l'Ensemble de Moïse Katumbi, le SYNCO de Matungulu, le Nouvel élan d'Adolphe Muzito et l'UNC de Vital Kamerhe ont signé cette déclaration.

Uvira : l'ONG SYLAM alerte sur la présence d'engins non explosés dans la Ruzizi. L'ONG locale « Synergie pour la lutte contre les mines » (SYLAM) signale la présence d'engins non explosés dans plusieurs villages ayant été le théâtre des affrontements entre groupes armés dans la Ruzizi à Uvira (Sud-Kivu). La dernière découverte en date est survenue mardi 23 octobre au village de Kashatu, près de Runingu. Une femme d'une vingtaine d'années a été blessée par l'explosion d'une grenade. La SYLAM appelle la population locale à la prudence. La SYLAM révèle que des sources locales font état de plusieurs engins non explosés, des grenades et des bombes dans les villages Kigoma, Kanga, Kalengera, Rugeje, Mulenge, Kiryama, Katobo ainsi qu'à Kiliba. Selon la responsable de cette ONG, Chantal Bahati, la présence potentielle de ces bombes non explosées s'explique par des mouvements récurrents et incontrôlés des groupes armés dans la zone.

Bukavu: des containers des minerais bloqués à la douane. Plus de dix containers des minerais sont bloqués depuis deux semaines et leurs propriétaires ne savent pas les exporter. Les exportateurs des minerais dans cette province accusent les services des douanes de majorer la taxe de sortie. Initialement fixée par le service étatique chargé de l'expertise (CEEC), à 1% de la valeur des minerais, la Direction des douanes, (DGDA) exige plutôt 10% de la valeur des minerais pour autoriser leur sortie. Le Directeur provincial intérimaire des douanes et accises au Sud-Kivu affirme que la situation sera décaissée à partir de Kinshasa à tout moment pour revenir à 1%.

Les expulsés d'Angola en détresse à Dilolo. Plus de deux cents familles refoulées d'Angola arrivent progressivement depuis près d'une semaine à Dilolo dans la province du Lualaba. Ces personnes, dont la plupart sont originaires du Bandundu, de Kinshasa ou encore des anciennes provinces du Kasai, disent vivre dans des conditions difficiles. Certains Congolais expulsés vivaient en Angola depuis plusieurs années et sont en ordre avec la migration de ce pays. Ils plaident pour que le gouvernement congolais les prenne en charge, car à Dilolo ils se retrouvent dans des conditions de vie déplorables. Pour l'administrateur du territoire de Dilolo, les expulsés arrivent en masse. Ils sont logés dans les installations du Foyer social. Le gouvernement de la province du Lualaba a facilité le déplacement de ceux qui sont arrivés avant et qui pourraient rejoindre les membres de leurs familles vivant à Kolwezi ou à Lubumbashi. L'agence humanitaire OCHA révèle que plus de 257 000 Congolais ont été renvoyés d'Angola entre le 1er et le 15 octobre.

RDC : retour d'environ 26 000 déplacés à Bijombo. Depuis septembre dernier, des déplacés qui avaient fui les troubles dans le groupement de Bijombo dans les Hauts plateaux d'Uvira (Sud-Kivu), regagnent leurs villages. Selon la note d'information humanitaire d'Ocha du 23 octobre, environ vingt-six mille personnes déplacées sont déjà rentrées dans leurs villages situés dans six aires de santé dans le nord et le centre de ce groupement. Environ 60 % des quarante-trois mille

habitants de la région, qui avaient fui depuis avril dernier les tensions communautaires, sont rentrés dans leurs milieux d'origine. Le retour est dû à l'accalmie observée ainsi qu'aux actions de réconciliation entre les communautés en conflit, organisées par les leaders locaux. Dans le cadre d'une allocation de première urgence, 2,2 millions de dollars américains ont été alloués par le Fonds humanitaire pour répondre aux besoins prioritaires des 30 000 personnes identifiées comme les plus vulnérables. Ce fonds est destiné à couvrir les besoins relatifs à la sécurité alimentaire, aux articles ménagers essentiels, à la santé, à la nutrition, à l'eau, hygiène et assainissement.

Jeudi 25 octobre.

Johannesburg: l'opposition congolaise réaffirme le rejet de la machine à voter. L'opposition politique congolaise discute depuis mercredi 24 octobre à Johannesburg en Afrique du Sud sur des stratégies à arrêter pour gagner les élections de décembre 2018. Au cours de cette rencontre les leaders des plates-formes de l'opposition ont réaffirmé leurs exigences relatives au rejet de la machine à voter et au retrait du fichier électoral de toutes personnes enrôlées sans empreinte digitale. Les participants ont aussi consacré la journée de mercredi à leur démarche visant à sensibiliser les dirigeants du monde, en particulier ceux de la SADC, « pour qu'ils participent à la pression que fait le peuple congolais pour obtenir de bonnes élections et dans le délai. »

Opération « Usalama 5 » : la police dit avoir saisi plus de 2 tonnes de cannabis. La Police nationale congolaise (PNC) annonce la saisie de plus de 2 tonnes de cannabis, d'un enfant de la RDC en déportation pour le Gabon récupéré à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville et d'une importante quantité de Sim Box découvertes dans la maison de quelques expatriés. Il s'agit du bilan de l'opération conjointe et simultanée des polices dénommée « Usalama 5 », présenté devant la presse mercredi 24 octobre à Kinshasa. A propos du vol des véhicules, « il a été fait état d'un véhicule de marque Range Rover, qui a été volé en Grande Bretagne – à Londres plus précisément – et qui a été retrouvé au garage de Monsieur Ali à la Gombe (Kinshasa) », a indiqué le colonel Pierrot Mwanamputu, porte-parole de la PNC. Cette opération, lancée le 27 septembre dernier, consistait à lutter contre les crimes transfrontaliers et transnationaux à travers tous les pays membres de Eastern Africa Police Chiefs Cooperation Organisation (EAPCCO) et Southern African Regional Police Chief Council Organisation (SARPCCO).

Le député Lokondo appelle à la réouverture des assemblées provinciales fermées. Le député Henri Thomas Lokondo plaide pour la réouverture des assemblées provinciales, fermées par le gouvernement central, afin de leur permettre de procéder aussi au vote de leurs édits budgétaires. Dans sa motion d'information au cours de la plénière de mardi à l'Assemblée nationale, l'élu de Mbandaka a fait observer que, conformément à la Constitution et à la loi des finances publiques, le budget national devrait tenir compte des budgets de tous les gouvernements provinciaux, et que la décision du gouvernement de fermer certaines assemblées provinciales était anticonstitutionnelle.

Lubumbashi : 5 membres d'une même famille meurent dans un incendie. Cinq enfants d'une même famille sont morts dans un incendie survenu dans la nuit de mardi à mercredi 24 octobre au quartier Hewa Bora sur l'avenue de la Loano dans la commune de Kampemba à Lubumbashi. Trois autres membres de la même famille, brûlés au deuxième degré, sont admis à l'hôpital Jason Sendwe de Lubumbashi. L'origine de ce drame n'est pas encore connue. La maison où le drame s'est produit n'était pas électrifiée. D'après le bourgmestre, qui relaye les propos de la femme, il n'y avait ni bougie allumée ni aucun autre produit inflammable au moment de l'incendie.

La Monusco repousse une attaque contre sa base à Beni. « Hier, aux environs de 14 heures, notre base de Semuliki a été attaquée par les ADF. La Monusco a déployé les deux hélicoptères d'attaques qui viennent d'arriver à Beni et qui vont être basés ici à Beni à partir de maintenant, avant de préciser que ces deux hélicoptères ont soutenu les troupes qui ont réussi à mettre en débandade les assaillants qui se sont enfuis dans la jungle d'où ils étaient venus. »

ESU : les frais académiques seront fixés de manière consensuelle, selon Steve Mbikayi. Les frais académiques pour l'année 2018-2019 doivent être fixés de manière consensuelle et doit dépendre des charges de chaque institution. Cette précision a été fournie par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire jeudi 25 octobre. Il dit avoir été surpris d'apprendre que la conférence de professeurs de Mbandaka a fixé notamment les frais de partenariat en devise étrangère contrairement aux instructions académiques de cette année.

Kinshasa : la marche de l'opposition partira de la place Echangeur jusqu'au boulevard triomphal. La marche de l'opposition convoquée pour vendredi 26 octobre partira de la place Echangeur à Limete jusqu'à l'espace situé entre le boulevard Triomphal et l'avenue Enseignement comme point de chute, en passant par les boulevards Lumumba et Sendwe, indique un communiqué signé ce jeudi 25 octobre par André Kimbuta, gouverneur de la ville de Kinshasa. M. Kimbuta

demande au commissaire provincial de la police ainsi qu'aux bourgmestres des communes de Limete, Kalamu et Kasavubu de prendre des dispositions nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre public. Le compromis a été trouvé après une réunion qui a mis autour d'une table ce même jeudi l'autorité urbaine, le commissariat provincial de la police et les délégués des plates-formes de l'opposition. Une délégation, encadrée par la police, ira déposer le mémorandum au niveau de la Ceni.

Beni : des maisons et véhicules incendiés dans une attaque des présumés ADF à Oicha. Des maisons et des véhicules ont été incendiés mercredi 24 octobre dans une attaque des présumés ADF dans la soirée de la commune rurale d'Oicha chef-lieu du territoire de Beni située à environ 30 km au Nord-Est de la ville de Beni, rapporte la société civile locale. Elle indique aussi que des biens ont été pillés par ces assaillants.

L'Ordre des médecins organise un congrès extraordinaire consacré à la révision des textes règlementaires. L'Ordre des médecins organise du mercredi 24 au vendredi 26 octobre à Kinshasa, le congrès extraordinaire des médecins de la RDC, consacré à la révision et l'adoption de nouveaux projets de loi et textes règlementaires, qui devront régir l'ordre des médecins en RDC, afin d'améliorer la qualité des soins médicaux à travers le pays.

A Johannesburg, l'opposition signe un accord de coalition politique des forces en vue des élections. Les opposants qui se sont réunis à Johannesburg pour le conclave de l'opposition politique congolaise qui s'est clôturé ce jeudi 25 octobre ont signé un accord de coalition politique des forces de l'opposition en vue des élections du 23 décembre. Les participants à ce forum ont décidé de la désignation du candidat commun lors du prochain conclave des sept leaders qui aura lieu au plus tard le 15 novembre 2018. Ces travaux de deux jours ont permis aux opposants de réaffirmer leur position de ne pas boycotter les élections le 23 décembre 2018 et d'exiger l'organisation des élections libres, crédibles, inclusives, transparentes et apaisées dans le respect strict des textes en vigueur. Ils ont aussi exigé le retrait de la machine à voter, le nettoyage du fichier électoral et la mise en œuvre immédiate de la décrispation de l'espace politique. Ils ont appelé le peuple congolais à la vigilance et à la mobilisation pour obtenir une alternance réellement démocratique.

Vendredi 26 octobre.

La Majorité Présidentielle condamne l'idée d'un éventuel report des élections. « Au moment où le processus électoral nous conduit inexorablement à la date décisive du 23 décembre, au moment où le passage d'un audit britannique et celui de l'importante délégation du Conseil de sécurité n'ont enregistré aucune hostilité sur le processus électoral et ses modalités d'exécution, au moment où les démonstrations faites sur la machine à voter ne permettent plus un doute raisonnable et crédible quant à son efficacité, naît un courant malsain de pensée antidémocratique, animé par certaines personnalités de la communauté internationale, pour préconiser un report des élections », a dénoncé M. Atundu, porte-parole de la MP. Pour le porte-parole de la MP, les motifs invoqués par ces personnalités sont "incongrus et fantaisistes" et les motivations présentées sont douteuses, peu convaincantes et suspectes. La MP appelle à une vigilance accrue de la population pour sauvegarder la souveraineté de l'Etat et la dignité des Congolais.

Libération du DG de Zenufa : Boniface Kabisa dénonce la corruption des magistrats. Le professeur Boniface Kabisa, conseiller principal au bureau du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption s'étonne de la libération du directeur général du laboratoire Zenufa, Karkera Premanatha. Ce dernier avait été arrêté vendredi 19 octobre sur ordre du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, pour importation frauduleuse de la quinine et aussi contrefaçon de ce même médicament dans l'Est de la RDC. Boniface Kabisa dénonce notamment la corruption de certains magistrats.

Les étudiants de Beni s'impliquent dans la riposte contre Ebola. Des centaines d'étudiants de Beni ont marché jeudi 25 octobre dans les rues des quartiers de la ville, considérés comme des nouveaux foyers de la maladie à virus Ebola. L'objectif de la marche consistait à soutenir les équipes engagées dans la riposte contre cette épidémie mais aussi sensibiliser la population locale à ne pas s'attaquer aux membres de ces équipes.

26 000 expulsés d'Angola recensés à Tembo. Plus de vingt-six mille personnes expulsées d'Angola sont cantonnées à Tembo dans la province du Kwango. Parmi ces personnes, 147 sont très malades, a déclaré à la presse mercredi 24 octobre à Kinshasa, Onésime Madilu, porte-parole de la Dynamique des notables du Kwango, mercredi à Kinshasa. Il demande aux autorités de la RDC d'assister ces Congolais et éviter par la même occasion l'apparition d'épidémies. « On parle même des femmes qui ont été violées et qui sont laissées sans soins. Il faudrait maintenant que les autorités compétentes, les autorités de notre pays, les prennent en charge », a réclamé Onésime Madilu. Jusque-là, a-t-il reconnu, ce sont des prêtres diocésains de Popokabaka, basés à Tembo, qui ont apporté une assistance à ces sinistrés. « Mais, c'est dérisoire. Jusque-là, aucune

organisation humanitaire n'est arrivée sur place. Il y a des gens qui meurent là-bas. Et c'est vraiment intolérable, c'est inhumain ».

Marche de l'opposition contre la machine à voter. L'opposition a organisé vendredi 26 octobre une marche à travers quelques villes de la RDC pour exiger le retrait de la machine à voter prévue pour les élections du 23 décembre 2018. A Kinshasa, cette marche a démarré sous les coups de 10h45'. Des milliers des manifestants brandissaient les drapeaux de leurs formations politiques. Ils tenaient également des banderoles avec effigies des leaders de l'opposition sur lesquelles on pouvait lire : « Oui aux élections ! », « Non à la machine à voter ! », « Tout doit changer ! »...

Aucun incident n'a été enregistré lors de cette marche animée avec fanfare et encadrée par la Police nationale congolaise (PNC). Celle-ci était visible depuis la place de l'Echangeur, point de départ, jusqu'à place de la démocratie, point de chute de la marche. **Outil informatique brûlé à Goma** A Goma, la manifestation des regroupements politiques de l'opposition accompagnés des mouvements pro-démocratie s'est aussi déroulée sans incident. Un déploiement important de la police a encadré cette manifestation, qui a eu comme point de chute le siège de la Ceni, où un mémorandum a été lu et déposé. Après la lecture du mémorandum devant les cadres de la Ceni, les manifestants ont brûlé un outil informatique, symbole selon eux de la machine à voter qu'ils refusent. **Félicitation à la police de Bukavu.** Les militants de l'opposition au Sud-Kivu ont également marché sans incident sur les artères principales de la ville de Bukavu ce vendredi dans l'avant-midi. La police a été mise à contribution pour encadrer la marche en vue d'éviter tout cas de débordement. Un mémorandum invitant la CENI à renoncer à l'utilisation de la machine à voter a été déposé au secrétariat provincial exécutif de la Ceni Sud-Kivu après la procession. « Nous sommes très contents de la manière dont la marche est encadrée. On est là avec la police, ça se passe bien. Si ça se passait ainsi par le passé, on n'aurait pas assez de problèmes avec les autorités », a déclaré un des manifestants. **Répression à Kisangani.** A Kisangani (Tshopo) par contre, la marche pacifique projetée par le collectif des partis politiques de l'opposition n'a pas eu lieu, parce qu'interdite par le maire de la ville. Cette décision a provoqué la protestation des dirigeants et militants des partis politiques, membres de l'opposition. Les militants de l'opposition se sont rassemblés à la hauteur de la maison colorée non-loin du marché central, point de départ de la marche annoncée par leurs partis. Mais la police ne les a pas laissés lancer la marche. Motif évoqué par l'autorité urbaine : un autre parti politique avait sollicité l'organisation d'une marche pacifique pour soutenir l'utilisation de la machine à voter. « Des raisons qui ne tiennent pas debout ». **Confusion à Mbuji-Mayi.** La marche initialement annoncée par l'opposition devait se muer en meeting populaire, sur demande de la mairie. Mais ce matin, l'esplanade de la Poste, lieu prévu pour le rassemblement, a été inaccessible, la police ayant été la première à prendre possession de l'endroit. Finalement il n'y a eu ni marche, ni meeting, ce vendredi 26 octobre.

Kinshasa : opération de lavage des mains dans les milieux péri-urbains. Le Courant des Penseurs pour la Renaissance du Congo (CPRC) est en campagne de lavage des mains dans les milieux péri-urbains de la ville de Kinshasa. Cette organisation de la société civile était jeudi dans la commune de Kisenso pour sensibiliser les enfants du complexe scolaire Mgr Ntdika contre les maladies liées aux mains sales, afin d'éviter la transmission manu-portée des microbes. La RDC est confrontée ces jours-ci à plusieurs épidémies dont la fièvre hémorragique à virus Ebola qui se transmet notamment par le contact avec les fluides du corps. Le CPRC a choisi un milieu où les enfants ne savent pas comment et pourquoi on doit se laver les mains.

Samedi 27 octobre.

Kinshasa : la présentation de Ramazani Shadary au menu du meeting du FCC. « Le meeting est confirmé pour samedi 27 octobre à 10h au stade Tata Raphael. Il n'a qu'un seul objectif, un message phare, c'est la présentation de notre candidat Emmanuel Ramazani Shadary. Je lance donc un appel à tous ceux qui aiment le Congo de venir massivement à ce meeting, d'écouter le message, d'apporter leur soutien à notre candidat », a indiqué Joseph Kapika, ministre de l'Economie et membre du comité stratégique du FCC. Cette plateforme a aussi réaffirmé sa détermination à participer aux prochaines élections présidentielles et législatives, prévues le 23 décembre.

Des opposants ont déposé leur mémorandum au siège de la Ceni. Les leaders de l'opposition organisateurs de la marche de vendredi 27 octobre ont déposé un mémorandum au siège de la Ceni. Ce mémorandum reprend les revendications qui ont milité à la convocation de la dite marche. C'est notamment le rejet de la machine à voter et le retrait du fichier électoral de tout "Congolais enrôlé irrégulièrement".

Marche de l'opposition à Kinshasa : le général Kasongo satisfait du comportement professionnel de ses éléments. Le commissaire provincial de la police de la ville de Kinshasa, le général Kasongo, se félicite du comportement professionnel affiché par ses éléments, lors de la marche organisée par l'opposition, le 26 octobre. « Il n'y a eu aucun incident majeur. Il y a eu de petites provocations, mais la police est habituée à ça. Nous félicitons les policiers qui se sont très bien comportés.

Ils étaient très professionnels », s'est réjoui le général Kasongo. Il salue également le sérieux et le respect des clauses par les organisateurs de la marche nonobstant quelques gestes de provocation de la part des militants des partis de l'opposition.

André Kimbuta aux responsables du FCC : « Rappelez à vos militants que personne n'est au-dessus de la loi ». «Rappelez à vos militants que personne n'est au-dessus de la loi. Si la loi est respectée, tout va bien se passer. Sinon, les forces de l'ordre seront obligées de faire leur travail », a recommandé le gouverneur de la ville de Kinshasa André Kimbuta aux responsables du Front commun pour le Congo (FCC). André Kimbuta voudrait avoir d'eux les garanties d'un bon déroulement de ce meeting prévu au Stade Tat Raphael. « Les services de l'ordre sont instruits pour bien sécuriser votre évènement, mais il faut les accompagner. L'exécutif provincial de Kinshasa va vous accompagner. C'est un grand baptême demain. Nous vous souhaitons plein succès », a promis André Kimbuta.

Angola : l'ONU dénonce les expulsions massives qui mettent en danger le sort de milliers de Congolais en RDC. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a mis en garde vendredi 26 octobre sur les conséquences des expulsions massives de réfugiés congolais depuis l'Angola, au cours des trois dernières semaines. « L'expulsion massive de ressortissants congolais de l'Angola a déjà entraîné de graves violations des droits humains par les forces de sécurité des deux côtés de la frontière, laissant au moins 330.000 rapatriés dans une situation extrêmement précaire », a déclaré vendredi la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet dans un communiqué. L'équipe du HCDH a pu vérifier les informations relatives à six morts, qui seraient encore aux mains des forces de sécurité angolaises. Mais les services de la Haut-Commissaire n'ont pas pu entièrement vérifier certaines informations faisant état de nombreuses autres allégations de meurtres. Des informations suggèrent aussi qu'au moins 100 personnes ont été blessées lors de ces opérations. La Haut-Commissaire appelle donc Luanda « à mettre un terme aux expulsions en cours jusqu'à ce qu'il puisse être assuré que tous les retours seront effectués dans le plein respect de l'état de droit et des droits humains de tous les migrants touchés». Elle exhorte également le gouvernement angolais à veiller à ce que les forces de sécurité et les autres responsables de violations commises au cours de ces opérations d'expulsions soient tenus pour responsables de leurs actes. Des expulsés également victimes d'extorsion de fonds de la part des forces de sécurité de la RDC A leur arrivée en territoire congolais à Kamako, plusieurs migrants ont également affirmé avoir été victimes d'extorsion de fonds et soumis à une « taxation » illégale de la part des forces de défense et de sécurité de la RDC. Des allégations de détention arbitraire de migrants à leur retour ont également été rapportées. Par ailleurs, les services de la Haut-Commissaire indiquent voir reçu également des informations indiquant que des membres de l'ethnie Tshokwe ont rejoint les forces de sécurité angolaises pour procéder aux expulsions. Compte tenu de la présence dans les Kasai de groupes armés divisés sur des bases ethniques, Mme Bachelet a mis en garde contre le risque de violence intercommunautaire si la situation n'était pas gérée avec soin par les autorités. « J'exhorte le gouvernement congolais à veiller à ce que les membres des forces de sécurité susceptibles d'être responsables de violations passées et présentes - indépendamment de leur appartenance ethnique - fassent l'objet d'enquêtes en vue de rendre justice aux victimes », a-t-elle fait remarquer. À défaut, elle redoute « une répétition des terribles cycles de violences terribles qui avaient éclaté dans les Kasai en 2016 ».

Meeting du FCC : le stade Tata Raphael insuffisant pour absorber tous les militants. Certains militants des partis politiques membres de la plateforme Front commun pour le Congo (FCC) n'ont pas accédé au stade Tata Raphael, faute de place, alors que le candidat du FCC qui doit être présenté à la population de Kinshasa n'est pas encore sur place. Les alentours du stade et les avenues qui mènent vers le Stade Tata Raphael sont envahis par les militants du FCC venus des 24 communes de la ville de Kinshasa. Certains cadres de cette plateforme prennent déjà parole pour sensibiliser l'auditoire sur le processus électoral.

Meeting du FCC : Ramazani Shadary demande à la population de faire confiance à la machine à voter. Emmanuel Ramazani Shadary, candidat du Front commun pour le Congo (FCC) a demandé, au cours du meeting organisé ce samedi 27 octobre à Kinshasa, à la population de faire confiance à la machine à voter. « Nous ne sommes pas venu en campagne. C'était juste pour me présenter à vous. La semaine prochaine nous allons vous communiquer notre projet de société ainsi que notre équipe de campagne. Notre campagne sera républicaine. Nous mettrons Dieu au centre de toute chose et nous allons gagner», a indiqué Ramazani Shadari.

Mgr Maroy interdit les activités liées à la campagne électorale dans les structures catholiques. L'archevêque de Bukavu Mgr François-Xavier Maroy a interdit des activités liées à la campagne électorale dans les paroisses et les écoles de l'église catholique à partir du 1er novembre. Il justifie cette décision par le «comportement des politiciens congolais qui risquent d'avoir des conséquences dans les installations de l'église catholique». Mgr Francois Xavier Maroy affirme qu'il ne veut prendre aucune responsabilité de diriger les bureaux et gérer le matériel prévu pour les élections, même si l'église met à la disposition de la CENI ses infrastructures pour le déroulement des scrutins. L'archidiocèse de Bukavu ne loue pas ses salles polyvalentes aux partis politiques pour y organiser la campagne électorale. Car, le risque de ne pas donner satisfaction

à tous est grand, au vu du nombre incalculable des partis ou des regroupements politiques. L'église catholique n'acceptera pas non plus que les espaces de l'église et des écoles servent des lieux de rassemblements ou d'affichage des photos et autres insignes de publicité. Cela en raison de la neutralité et du caractère apolitique de l'Eglise catholique.

Dimanche 28 octobre.

La Ceni forme les formateurs des membres des bureaux de vote et des centres de compilations. Le président de la Commission électorale nationale indépendante Corneille Nangaa a lancé samedi 27 octobre à Kinshasa la formation des formateurs des membres des bureaux des votes et des centres locaux de compilation des résultats. Cette formation concerne les membres du secrétariat exécutif national et des secrétariats exécutifs provinciaux de la Ceni, des organisations de la société civile ainsi que des partenaires de la Ceni.

Meeting du FCC : Félix Kabange se réjouit du respect du mot d'ordre par des militants. « Aujourd'hui nous sommes heureux parce que le mot d'ordre du FCC a été entendu non seulement par les militants du FCC, mais également par la population. Mais aujourd'hui, nous avons voulu montrer que non seulement nous sommes plusieurs partis et regroupements politiques avec un seul candidat que nous tous nous appuyons, mais nous avons aussi plus de 80% des candidats aux législatives nationales et provinciales du 23 décembre », s'est réjoui M. Kabange, membre du Front commun pour le Congo (FCC) et l'un des organisateurs du meeting. Il invite l'opposition à se présenter aux élections du 23 décembre 2018.

Libération du DG de Zenufa: le Synamag plaide pour l'ouverture d'un dossier judiciaire contre Boniface Kabisa. Le Syndicat autonome des magistrats du Congo demande au procureur général d'ouvrir un dossier judiciaire contre le conseiller principal au bureau du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la Corruption, Boniface Kabisa pour qu'il prouve si réellement l'argent a circulé dans l'affaire de la libération du directeur général de Zenufa, un laboratoire de fabrication des produits pharmaceutiques. Edmond Isofa, président du Synamag a indiqué que le conseiller Bon iface Kabisa a livré les magistrats de la RDC à la vindicte populaire, en affirmant que les magistrats ont reçu de l'argent pour libérer le directeur général de Zenufa. Boniface Kabisa s'était étonné de la libération du directeur général du laboratoire Zenufa, Karkera Premanatha. Ce dernier avait été arrêté vendredi 19 octobre sur ordre du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, pour importation frauduleuse de la quinine et aussi contrefaçon de ce même médicament dans l'Est de la RDC. Boniface Kabisa avait dénoncé notamment la corruption de certains magistrats.

Le maire de Goma lève la mesure limitant la circulation à 21 h. Le maire de la ville de Goma (Nord-Kivu) a levé samedi 27 octobre la mesure interdisant la circulation des personnes et des engins roulant à partir de 21 heures. Selon lui, cette décision est motivée par le fait qu'il n'y a plus des menaces sécuritaires qui pèsent sur la ville. La population salue cette décision qui, selon elle était inopportune, illégale et anticonstitutionnelle. Il y a trois jours, le maire de la ville de Goma avait pris une mesure limitant la circulation de la population à 21 h. La mesure visait à identifier des hommes armés qui se seraient infiltrés dans la ville et contrôler ainsi leur mouvement.

Lubumbashi : l'ONG Torrent de vie sensibilise sur le cancer du sein. L'ONG Torrent de vie mène, depuis la semaine dernière à Lubumbashi, une campagne de sensibilisation sur le cancer du sein. Cette structure veut non seulement apporter l'information aux femmes mais également collecter les données sur des cas avérés de cancer du sein enregistrés dans les villes de Lubumbashi et de Kolwezi. Cette campagne devra aboutir à l'acquisition par cette ONG des matériels pour la prise en charge des malades.

Sud-Kivu : environ 12 000 ménages de déplacés et familles d'accueil assistés par les humanitaires. La communauté humanitaire au Sud-Kivu a assisté plus de 12000 ménages des déplacés en territoire de Kalehe et dans le nord de Shabunda, au cours de deux dernières semaines du mois d'octobre. Ces déplacés avec leurs familles d'accueil ont reçu des vivres du Programme alimentaire mondial après avoir fui leurs villages d'origine touchés par des affrontements entre groupes armés et armée régulière entre les mois de juin et d'août. On note que 5900 ménages de déplacés et familles d'accueil ont été assistés la deuxième et la troisième semaine de ce mois d'octobre à Kalehe sur quatre sites du littoral du lac Kivu à Rambira, Bushushu, Nyamukubi et Lushebere. Il y a aussi cette distribution des vivres du 14 au 22 octobre à Bunyakiri en faveur de 4400 ménages déplacés et familles d'accueil venus des diverses localités de Makuta, Karasi et Cigoma dans les plateaux de Kalehe. Enfin dans le Nord de Shabunda, une assistance en vivres en faveur de 1660 ménages vulnérables des déplacés, des familles d'accueil et autochtones de l'axe Wameri-Tchonka.

Lubumbashi : arrivée d'une unité de la police constituée pour la protection des civils. Quarante éléments de l'unité de la police constituée des Egyptiens sont arrivés samedi 27 octobre à Lubumbashi (Haut-Katanga) en provenance de Bukavu

dans le Sud Kivu. Ces Policiers seront rejoints par d'autres dans les jours à venir. Leur commandant adjoint, le colonel Amahad Mihi indique que la mission qu'ils auront à mener sur place à Lubumbashi, vise à sécuriser la population.

Lundi 29 octobre.

Tshopo : la Division provinciale de la santé renforce des mesures de prévention contre Ebola. La Division provinciale de la santé de la Tshopo a renforcé les mesures de prévention de la maladie à virus EBOLA sur la route de l'Ituri. « Il n'y avait qu'une seule station de lavage des mains. Mais lorsque les passagers venaient à grand nombre, il y avait des files d'attente très longues. Ce qui faisait impatienter d'autres passagers. Il n'y avait pas non plus de maîtrise de certains dosages de clore par rapport à la désinfection. Avec l'appui de l'UNICEF, on a pu corriger les tirs. On a mis cinq stations de lavage des mains par barrière. Ce qui va résoudre le problème des files d'attente. Nous avons renforcé des pulvérisateurs. Nous avons renforcé les capacités des acteurs en ce qui concerne le briefing et avons mis en place des comités de prévention dans chaque barrière », explique le docteur Adélard Lufungula, chef de bureau hygiène et salubrité publique au sein de la Division provinciale de la santé Tshopo. Quatre cas suspects de la maladie à virus Ebola venant des provinces touchées ont été enregistrés depuis septembre dans la ville de Kisangani. Après analyse médicale, les résultats des échantillons prélevés se sont révélés négatifs.

Kinshasa : des parents agacés par la multiplicité des frais payés dans les écoles. Plusieurs parents de la ville de Kinshasa affirment qu'ils sont agacés par la multiplicité des frais qu'ils sont tenus de payer pour leurs enfants, à quelques jours de la fin de la première période de l'année scolaire 2018-2019. Frais scolaires proprement dits, frais administratifs, frais techniques, frais de l'Etat communément appelés « frais Kimbuta », cours supplémentaires et achats des syllabus obligatoires, la hauteur de tous ces frais et leur nomenclature diffèrent d'un établissement à un autre. L'une des plaintes des parents, c'est la majoration chaque année des frais scolaires. En plus de tous ces problèmes, d'autres parents ont aussi dénoncé l'achat obligatoire des uniformes et d'autres objets classiques à l'école.

Beni : 6 morts dans une incursion des ADF à Mangboko. Six personnes ont été tuées et deux autres enlevées lors de l'incursion des rebelles ADF dans la nuit de dimanche à ce lundi 29 octobre à Mangboko, village du secteur Beni-Mbau au Nord Kivu. Ce lundi matin à Mbau, la population en colère a ravi l'arme d'un policier.

Bunia : la police interpelle 49 inconnus venus du Nord-Kivu. La police a interpellé à la fin de la semaine dernière à Bunia quarante-neuf personnes venues du Nord-Kivu mais interceptées par des habitants du quartier Kindia. Le temps pris par la police pour les identifier crée des suspicions au sein des habitants du quartier Kindia qui pensent que la police veut relâcher ces personnes suspectes. Pacifique Keta, vice-gouverneur de la province de l'Ituri appelle les habitants de Kindia en particuliers et de Bunia en général au calme. Il précise que les premiers éléments sur ces personnes indiquent qu'elles sont venues à Bunia à la recherche d'emploi. Selon des sources proches des services de sécurité contactées par Radio Okapi, parmi ces personnes interpellées, certaines ont des cartes d'électeur de la RDC et d'autres ont des pièces d'identité rwandaises.

Le gouvernement remet à la Ceni le matériel logistique pour le déploiement des kits électoraux. La cérémonie a lieu au siège de la CENI à Kinshasa pour la première étape. Selon le ministre de la Défense, Crispin Atama, ce lot est essentiellement constitué notamment de 150 camions de marque Kamaz pour desservir la partie ouest du pays, de 80 hélicoptères, 4 Boeing, 2 Antonov. Il a indiqué que d'ici 15 jours, 150 autres véhicules viendront par l'est pour desservir la partie Est et le centre du pays. En 2006 et 2011, rappelle M. Atama, l'armée avait déjà appuyé l'organisation des élections en RDC. Tout le matériel remis à la Ceni appartient à l'armée. Il va retourner à la base logistique des Fardc à la fin du processus, a fait remarquer le ministre de la Défense.

Bunia : libération des 49 personnes interpellées par la police. Les quarante-neuf personnes venues du Nord-Kivu et interpellées par la police ont été relaxées par la même police dimanche 28 octobre la nuit. Ces personnes sont mises à la disposition du maire de la ville. Le maire de la ville, Ferdinand Fimbo Lebiliye, confirme après des enquêtes que ces gens sont des Congolais. Cependant il précise qu'ils seront sous surveillance des services de sécurité, pendant qu'ils seront en quête d'emploi en Ituri comme ils l'affirment eux-mêmes.

Kasai-Central : au moins deux morts dans un affrontement entre miliciens à Dibatayi. D'après le chef du secteur de Dibatayi, John Mulumba, tout a commencé samedi dans la matinée lorsqu'un certain Tshiyoyo, reconnu chef d'une milice et ses hommes se sont lancés à la poursuite du chef coutumier Bakumuna. Ils accusent celui-ci d'être de connivence avec les forces loyalistes. Arrivés au village Tshimbundu, indique la même source, ils se sont heurtés à la résistance des alliés de ce chef traditionnel. A l'issue d'une bagarre généralisée, deux personnes ont trouvé la mort. Mais, d'autres sources dans la

région parlent de six personnes tuées et de plusieurs dégâts matériels enregistrés. Elles ajoutent qu'après cette confusion, ces présumés miliciens auraient promis de traverser la rivière Lubi pour attaquer les villages du groupement Bakuakubula.

Nord-Kivu : un point de péage privé au centre d'une controverse à Mushaki. François Cario est l'initiateur d'un point de péage privé à Mushaki, à une trentaine de km de Goma. Il soutient que son initiative vise à financer les travaux de réhabilitation des routes de déserte agricole. De leur côté, plusieurs usagers et une ONG locale lui dénie cette qualité. Depuis près d'un mois, tous les engins roulants sont contraints de payer de l'argent à ce point de péage privé. Une moto paie par exemple 1000 francs congolais, 7 USD pour une camionnette et 15 USD pour un camion de type Fuso. Pour François Cario, l'argent qui proviendrait de ce péage sera affecté à la réhabilitation des routes de déserte agricole du coin. Il dit s'appuyer sur l'autorisation de la mairie de la ville de Goma et du ministère provincial de l'agriculture pour entretenir les deux routes de désertes agricoles. Cette assertion est rejetée par le président de l'Union des jeunes pour la défense des droits des agriculteurs, Modeste Amini, qui en appelle d'ailleurs à la suppression de cette barrière.

« **Remise du matériel logistique à la CENI pour les élections du 23 décembre 2018** ». Ce matériel est constitué de 150 camions de type Kamaz réceptionnés à Kinshasa, 135 camions à recevoir dans les villes de la partie Est du pays, 171 Pick-Up, 1 800 motos, 1 avion Iliouchine-76, 1 DC-8, 3 Boeings-727, 1 Boeing-737, 2 Antonov 72 adaptés à des pistes d'accès difficile, 1 Boeing-737 passagers, 5 hélicoptères d'une capacité d'une tonne et demie et 2 hélicoptères de supervision, détaille l'agence. Avec cette dotation, indique L'Avenir, le gouvernement a accompli sa part. Le processus électoral qui était irréversible est devenu inarrêtable et il n'y a plus des raisons pour ne pas aller aux élections, anticipe le journal. Pour Forum des As, la remise de ce matériel prouve que l'engagement du gouvernement congolais de prendre totalement en charge, l'organisation du processus électoral en cours, est loin d'être une simple déclaration d'intention. Le Potentiel qui parle du show de la CENI à travers la présentation du matériel roulant et volant, constate que jusqu'au bout, le gouvernement, qui a longtemps clamé sa souveraineté dans la conduite du processus électoral, a décidé de passer à l'acte. Cependant, note le quotidien, il y a encore du chemin à parcourir. Après cette exhibition en grande pompe, le grand défi reste à déployer ce matériel sur l'ensemble de circonscriptions prévues dans la cartographie électorale. Autant dire que le plus dur est à venir, conclut le quotidien. Forum des As rapporte qu'un premier lot de 6 828 machines à voter est attendu au port de Mombasa, au Kenya, ce mardi 30 octobre. Par ailleurs, le navire transportant le deuxième lot composé de 13.586 machines à voter, accostera au même port le 7 novembre prochain, ajoute le quotidien qui cite Corneille Nangaa. Sur les 44 699 machines à voter attendues au port de Dar-Es Salam, le premier lot de 35 861 de cet outil informatique est déjà arrivé, renseigne La Prospérité. Les 8 838 machines restantes arrivent samedi 3 novembre, note le quotidien qui consacre une page entière à une réflexion sur les conséquences d'un éventuel abandon de la machine à voter.

Equateur : implantation de la Plateforme des communautés chargée d'initier des projets de développement. La Plateforme des communautés de base (PCB), une structure rattachée à la Présidence de la République et qui a pour mission d'initier des projets de développement à la base a été implantée samedi 27 octobre à Mbandaka. La PCB entend "recevoir des informations à la source en vue de participer à l'effort de développement selon les vœux exprimés par la population". Et la plupart de ces projets n'ont pas eu d'impacts sur le terrain. Ce qui explique, indique le député national Lotulungu, la création de la PCB, qui s'assigne comme mission de donner l'occasion à la population des différents milieux d'exprimer ses besoins avant d'initier conjointement les projets de développement. L'implantation de cette structure de développement va se poursuivre dans les territoires où les besoins en matière de développement sont nombreux.

Kasaï central : 7000 Congolais refoulés d'Angola sont rentrés au pays par la frontière de Kalamba-Mbuji. Au moins 7000 Congolais expulsés d'Angola sont rentrés au pays par la frontière de Kalamba-Mbuji en territoire de Luiza depuis le début de ce mois. Ces personnes, majoritairement originaires des territoires de Luiza et de Kazumba, sont retournées dans des "conditions qui laissent à désirer". Elles sont installées dans différentes familles d'accueil et dans certains sites. Il sollicite la mobilisation de l'aide pour répondre aux besoins de ces nécessiteux.

Aimé Kilolo : « C'est la Ceni qui décide du recours au bulletin papier ou par au vote par voie électronique ». « En ce qui concerne la problématique de la machine à voter, il faut s'en référer à ce qui est prévu à l'article 47 de la loi électorale qui prévoit deux modalités de vote : soit le vote par bulletin papier ou le vote par voie électronique. Qui décide du recours au bulletin papier ou par voie électronique ? La réponse se trouve à l'article 55 de la même loi électorale qui prévoit que c'est la responsabilité de la Ceni de déterminer les formalités à accomplir lorsque l'option est levée pour le vote électronique », argumente Me Aimé Kilolo, juriste et président national du Parti réformateur pour un Congo vivant (PRPC), parti membre de la MP. Il fait remarquer aussi que la présence des personnes sans empreintes digitales n'a rien d'illégal.

Les véhicules des FARDC devraient plutôt transporter les bulletins de vote, selon Theodore Ngoy. Théodore Ngoy, candidat à l'élection présidentielle du 23 décembre, réitère sa demande faite au bureau de la Ceni de commander plutôt les

bulletins de vote. « Nous demandons à Monsieur Nangaa et à son équipe d'imprimer les bulletins papiers comme le prévoient la loi et le calendrier électoral et d'élaguer les irréguliers du fichier électoral pour nous permettre d'avoir les élections le 23 décembre », a affirmé M. Ngoy. Selon lui, ce charroi automobile devrait transporter les bulletins de vote, les procès-verbaux et les fiches de résultats, comme le prévoit le calendrier, pour les déployer vers les centres de vote.

Le FCC salue les moyens logistiques mis à la disposition de la Ceni. Le Front commun pour le Congo (FCC) estime que la voie est balisée pour les élections de décembre prochain, avec la présentation lundi 29 octobre de moyens logistiques mis à la disposition de la Ceni par le Gouvernement pour transporter le matériel électoral. « Je crois qu'aujourd'hui la population a beaucoup plus besoin de réponses plutôt que de querelles. Et là c'est l'une des réponses aux préoccupations de la population. Tout le monde veut les élections. Je crois que c'est un moment où on doit passer au pragmatisme », a estimé Gilbert Muhika, coordonnateur adjoint de la Centrale électoral de la Majorité présidentielle. Les véhicules constituent, d'après lui, une démonstration de la volonté supérieure de toute une nation d'aller effectivement aux élections.

Véhicules de l'armée remis à la CENI: Asadho recommande que les conducteurs soient des civils. L'Association africaine des droits de l'homme recommande que les véhicules de l'armée mis à la disposition de la Ceni par le gouvernement pour transporter le matériel électoral soient conduits par des civils. Selon Me Jean-Claude Katende, président de l'Asadho, la présence des militaires dans ce processus électoral peut perturber le déroulement normal des élections. Néanmoins, le président de l'Asadho note qu'avec ce matériel roulant, une étape importante dans l'organisation des élections de décembre a été franchie.

Lancement d'un logiciel pour surveiller les opérations des recettes des régies financières. Le ministre des Finances Yav Mulang a lancé lundi 29 octobre à Kinshasa le logiciel ISIS-Régies, logiciel informatique conçu pour assurer en temps réel le suivi des opérations des recettes publiques auprès des régies financières. « Ce logiciel constitue un outil supplémentaire qui assure la transparence dans la collecte des recettes publiques dans la mesure où il permet d'avoir un registre informatique des paiements de tous les partenaires effectués en faveur de l'Etat au titre d'impôts, taxes, droits et redevances », a indiqué le ministre Yav Mulang.

Kasaï Central : un avocat dénonce le dysfonctionnement de la Justice à Demba. Me Joseph Biduaya, un avocat du barreau de Kananga dénonce le dysfonctionnement du tribunal de paix de Demba. « Dans cette prison, il y a des détenus préventifs qui sont dans une situation déplorable. Ils sont détenus d'une manière irrégulière du fait que tous ces détenus préventifs devraient, dans un délai raisonnable, être présentés devant un tribunal pour que ce dernier régularise leur détention. Mais ce n'est pas le cas. Tout ça parce qu'il n'y a pas un tribunal de paix qui fonctionne pour régulariser les détentions de ces prévenus », a dénoncé Me Joseph Biduaya. Il exhorte le Conseil supérieur de la magistrature de s'occuper de ce cas. Il invite aussi les autorités provinciales à réhabiliter cette maison carcérale pour améliorer la prise en charge des détenus.

Mbuji-Mayi : L'Agence belge Enabel au secours des centres d'enseignement technique à Mbuji-Mayi et Ngandajika. L'agence belge de développement a donné son appui à cinq centres d'application de la ville de Mbuji-Mayi et du territoire de Ngandajika. « Ici, à Mbuji-Mayi, nous appuyons ESGTK, pour la filière mécanique générale, Don Bosco où nous avons la filière moto, à Mazzarelo, nous appuyons la filière transformation alimentaire et agriculture générale, et nous avons aussi l'ITAV Ngandajika, où nous appuyons la filière agriculture générale et vétérinaire », a déclaré Prospère Tem, coordonnateur de ENABEL Kasai Oriental, lors de sa visite à l'IPRO Makala 1, le weekend dernier.

Bukavu : les Fardc et le groupe Raia Mutomboki Blaise se sont affrontés à Kisimba. Des violents affrontements ont opposé jeudi 25 octobre dernier les Forces armées de la RDC au groupe armé Raia Mutomboki Blaise à Kasimba, une localité de la chefferie de Nindja dans le territoire de Kabare, à la limite avec le groupement de Kalonge dans le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu, a appris Radio Okapi ce mardi.

Nouvelles exactions des présumés miliciens de la FRPI à Walendu Bindu. La société civile d'Irumu a dénoncé mardi 30 octobre plusieurs exactions commises par des présumés miliciens de la FRPI depuis dimanche dernier dans plusieurs villages de la chefferie de Walendu Bindu. Elle fait état de deux militaires morts, des vaches volées, des biens de la population extorqués. Le porte-parole de l'armée en Ituri reconnaît ces exactions mais parle plutôt de militaires disparus. Le dernier cas d'exactions des présumés miliciens de la FRPI a été enregistré ce mardi matin. Des hommes armés ont fait incursion dans la petite localité d'Opili et ont pillé plusieurs biens des habitants. De dimanche à lundi, les mêmes miliciens ont réussi à piller 47 vaches à Burasi toujours au sud d'Irumu. Il s'en est suivi un accrochage entre les assaillants et les forces loyalistes. Le bilan fait état de deux militaires tués, selon la société civile locale.

L'ONG APEF lance la campagne de réparation des fistules à Kalemie. L'ONG Association pour la promotion et l'éveil de la femme (APEF) a lancé lundi 29 octobre la campagne de réparation de fistules à l'Hôpital général de référence de Kalemie dans la ville de Kalemie (Tanganyika). Cette campagne financée par UNFPA et appuyée par le gouvernement provincial cible dans un premier temps 32 femmes. Sur les 32 femmes victimes de fistules, 3 ont bénéficié des chirurgies de réparations. Des opérations réalisées avec succès par des médecins locaux. Ces femmes bénéficiaires de cette campagne proviennent de Kalemie centre, Kabalo, Kongolo. Il y a aussi des femmes de sites de déplacés, victimes de violences sexuelles.

Assemblée nationale : le député Puela propose la création d'un fonds de solidarité sanitaire. Le député Fabrice Puela a proposé, au cours de la plénière du lundi 29 octobre, la mise en place d'un fonds de solidarité sanitaire. « Les avions polluent l'air. Avec le Go Pass [taxe d'embarquement] que nous payons, on peut prendre une quotité pour financer la santé. Il y a des prélèvements qu'on peut faire sur les sociétés de télécommunication. Nous allons mener la réflexion pour faire des propositions à la plénière », a recommandé M. Puela. Il a aussi plaidé pour la mise en place des mutuelles de santé, qui seront subventionnées par l'Etat. Dans ses réponses aux questions des députés, le ministre Oly Ilunga a plaidé pour l'augmentation progressive d'ici 2020, jusqu'à 15%, du budget alloué au secteur de la santé.

Beni : le centre de transfusion sanguine en difficultés de fonctionnement. Le centre de transfusion sanguine de Beni éprouve des difficultés de fonctionnement depuis la déclaration de l'épidémie de la fièvre à virus Ebola et à cause de l'insécurité régnant dans la région, a indiqué mardi 30 octobre le responsable des laboratoires de ce centre, Justin Chiruzza. Plusieurs personnes hésitent à donner leur sang craignant une contamination de la maladie à virus Ebola. En outre, les écoles dans lesquelles se trouvaient des potentiels donateurs de sang sont actuellement fermées, a expliqué Justin Chiruzza. Selon lui, le centre de transfusion sanguine de Beni, qui est en rupture de banque sang, est actuellement approvisionné par sa direction provinciale de Goma.

Kinshasa : sit in des travailleurs de FAB Congo au Palais du peuple. Des travailleurs de la minoterie FAB Congo ont manifesté mardi 30 octobre devant l'Hôtel de ville de Kinshasa et le Palais du peuple pour réclamer la réouverture de leur société, conformément à la décision du parquet de grande instance de Matete. Fermée à la suite d'un accident du 28 août dernier, qui avait occasionné mort d'hommes et dégâts matériels, cette société a été par la suite autorisée de fonctionner par le parquet de Matete. Mais, elle a été de nouveau interdite par l'Hôtel de ville de Kinshasa. « Nous assistons là à une confusion extrêmement grave. Nous nous posons la question, comme député national, comment continuerons-nous à protéger les intérêts d'un groupe d'individus au mépris souverain des intérêts d'un nombre important des travailleurs de cette société, plus de dix mille », a déploré le député Toussaint Alonga, parlant au nom des manifestants. Fin août, un silo de FAB-Congo s'était effondré sur un hôpital voisin, tuant quatre personnes.

Mercredi 31 octobre.

Ebola : l'ONU appelle à une forte mobilisation de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi 30 octobre une résolution appelant à une forte mobilisation de la communauté internationale face à l'épidémie d'Ebola qui sévit dans l'Est de la RDC. Il appelle toutes les parties au conflit armé dans cette région de permettre la libre circulation du personnel humanitaire. Le Conseil se réjouit aussi de l'implication de la Monusco qui a soutenu l'action menée par les autorités congolaises, l'OMS et les autres acteurs combattent cette maladie dans un contexte extrêmement difficile. Tout en félicitant le gouvernement de la RDC d'être intervenu énergiquement face à l'épidémie en fournissant notamment des soins de santé gratuits, le Conseil de sécurité demande à toutes les entités compétentes du système des Nations unies d'accélérer leur intervention face à l'épidémie d'Ebola dans le cadre de la coordination globale de l'OMS. En outre, le Conseil insiste sur la nécessité de mobiliser davantage les populations congolaises en travaillant en étroite collaboration avec les chefs religieux, les groupes de jeunes et de femmes et les familles elles-mêmes, y compris dans le cadre de la reprise d'action d'aide humanitaire.

Mbandaka : deux divisions de l'enseignement se disputent la perception des frais de l'examen d'Etat. Plusieurs parents et élèves finalistes des écoles techniques s'inquiètent de la persistance du conflit entre la division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) et celle de la Formation professionnelle, Métier et Artisanat (FPMA). Chacune de ces divisions impose l'achat de son formulaire pour participer à l'examen d'Etat. Le secrétaire exécutif de l'ONG Action pour la Protection et l'Encadrement de l'Enfant en appelle à la présidence de la République pour trancher une fois pour toutes ce différend qui prend de l'ampleur.

80.000 enfants expulsés d'Angola en détresse, alerte l'Unicef. Les expulsions massives des ressortissants congolais d'Angola se poursuivent et l'Unicef a tiré mardi 30 octobre la sonnette d'alarme sur le sort des enfants. Selon l'agence

onusienne, près de 80.000 enfants retournés d'Angola ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate. "Des milliers d'enfants marchent sur de longues distances, exposés aux intempéries, à la faim, à l'insécurité et au risque de violence", a déclaré le représentant de l'Unicef en RDC. Le Haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme a demandé à Luanda de suspendre les expulsions en cours, jusqu'à ce qu'il mette en place un système pour assurer que tous ces retours soient effectués en plein respect de l'état des droits et des droits de ces migrants.

Sud-Kivu : la société civile lance « Sauvons la province » pour dénoncer la mauvaise gouvernance. « Sauvons la province » est le nom de la campagne lancée depuis mardi 30 octobre par les mouvements citoyens et la société civile du Sud-Kivu. Une initiative d'éveil de conscience des mouvements citoyens et d'autres organisations des jeunes qui dénoncent les injustices sociales et la mauvaise gouvernance de la province. Les organisations de la société civile et les mouvements citoyens comme AMKA CONGO, Réveil des Indignés, La Lucha, Chemin de la Paix et bien d'autres se sont retrouvés ce mardi devant le gouvernorat où ils ont été dispersés par la police. Ils pointent la mauvaise gouvernance dans toutes les entités, dont les communes, territoires, et la ville de Bukavu. Le manque de routes et l'insécurité grandissante et généralisée, la multiplicité des taxes, les frais illégaux dans les écoles, le manque d'eau potable et de l'électricité sont parmi les maux qui ont poussé ces mouvements à descendre au gouvernorat. A cela s'ajoutent : la spoliation des espaces publics et les cimetières, ainsi que le dédoublement de services.

Bunia : Un policier de garde tué par balle par un détenu à la prison centrale de Gety. Un détenu avait obtenu l'accord des autorités pénitentiaires pour se rendre aux toilettes. Il était accompagné par un policier qui montait la garde et avait voulu prendre de force le fusil du policier qui l'accompagnait. Il s'en est suivi une bagarre entre les deux. Quelques minutes plus tard, le détenu qui est un ancien milicien démobilisé, a réussi à récupérer cette arme. Il a ensuite tiré à bout portant sur le policier. Ce dernier est mort sur le champ. Le détenu s'est évadé avec ce fusil de type AK-47.

Jackson Mbeke décoré du Prix Virginia McKenna pour la protection des gorilles. Le directeur du sanctuaire de protection des gorilles de Kasugho au Nord-Kivu est gagnant du sixième prix Virginia McKenna pour la conservation 2018. Kasugho est à environ 40 km du chef-lieu du territoire de Lubero. Jackson Kabuyaya Mbeke gère ce centre d'éducation, de conservation et de réhabilitation des gorilles (GRACE) depuis 2009. Ce prix d'une valeur de 15 000 livres sterling, soit environ 19 000 dollars américains, lui est décerné par l'ONG britannique Born Free Foundation. Jackson Kabuyaya est couronné en reconnaissance de son sacrifice enduré pour la protection des gorilles, en dépit des conditions d'insécurité dans cette zone qui a été occupée les deux dernières années par les groupes armés.

L'ONG GANVE dénonce la criminalité à Lubumbashi. « Dans la nuit du 27 au 28 octobre, plus particulièrement le quartier Lufira a vécu des scènes d'une très rare violence à telle enseigne que le GANVE (Groupe d'action non-violence évangélique) se pose la question s'il ne s'agit pas d'une guérilla urbaine. Mr Lwenge Théophile retraité de la Gécamines âgé de 86 ans a été froidement abattu à son domicile sur l'avenue Pierre Mubaya numéro 6. Au cours de la même nuit 10 habitations ont été cambriolées et les malfaiteurs en tenues accompagnés de deux femmes ont opéré en toute quiétude », a notamment déploré Emmanuel Kifungo Mununga, secrétaire du GANVE. Face à cette situation, cette ONG de défense des droits de l'homme recommande aux autorités du Haut-Katanga de mettre fin à cette criminalité qui secoue la ville de Lubumbashi.

Kananga : la police démantèle un réseau de bandits armés. La police nationale a présenté une dizaine de bandits dont 2 militaires, mercredi 31 octobre à Kananga dans le Kasai Central. Devant les autorités urbaines, policières et de nombreux curieux, le chef de file de ces malfaiteurs a avoué que son réseau est responsable de la plupart de cambriolages enregistrés dans cette ville, ces trois derniers mois. Moïse Mulamba cite entre autres, le domicile d'un officier de la police, au quartier Plateau, où ils avaient emporté une somme d'argent et un revolver après avoir passé à tabac le maître du lieu. Il a également reconnu avoir opéré aux couvents des sœurs de la charité de Jésus à Malole et à Kambote ainsi qu'à Tshilumba.

La ville de Beni : « préoccupation majeure de la Monusco », affirme Florence Marchal. La ville de Beni dans la province du Nord-Kivu « est devenue, ces dernières semaines, la préoccupation majeure de la Mission », a affirmé mercredi 31 octobre, la porte-parole de la mission onusienne, Florence Marchal. Elle a indiqué que la cheffe de la Monusco, Leïla Zerrougui, a donné des instructions « très claires, faisant de Beni la priorité de la Mission, avec un double objectif: contribuer à l'éradication rapide de l'épidémie d'Ebola et soutenir les Fardc dans la neutralisation des groupes armés. » Selon elle, les équipes civiles de la MONUSCO ont également été renforcées avec l'objectif de maintenir un dialogue permanent avec les autorités et les communautés. » Par ailleurs, Florence Marchal a annoncé que la représentante spéciale du Secrétaire général a ouvert une série de rencontres, individuellement, avec les 21 candidats à la présidentielle du 23 décembre prochain.

La Ceni inaugure sa radio. La Commission électorale nationale indépendante a inauguré, mercredi 31 octobre, sa radio propre « Radio de la Ceni », pour sensibiliser l'ensemble de la population congolaise sur le processus électoral. Cette radio, à caractère national, émettra chaque jour sur la fréquence 107.7 de 4h30' à minuit, heure de Kinshasa. Elle aura huit programmes et les journaux électoraux seront diffusés en Français, en Anglais et dans les 4 langues nationales, a indiqué le rapporteur de la Commission électorale, Onésime Kukatula. Selon lui, cette radio est créée à 53 jours des élections du 23 décembre prochain, parce que « la radio est un élément fondamental de paysage médiatique urbain et rurale du Congo ».